

Le 26 janvier 2023

PROCES-VERBAL

du Conseil Municipal du 15 décembre 2022

de la Ville de Saint-Malo

M. Gilles Lurton :

Merci beaucoup pour votre présence, pour ce dernier conseil municipal de l'année 2022. C'est la liberté de chacun et je la respecte totalement, mais néanmoins, compte tenu de la situation sanitaire traversée par notre pays, je vous conseille, si vous le souhaitez, de porter un masque pendant cette séance. Je vais demander à la plus jeune d'entre nous de bien vouloir faire l'appel, c'est Madame Anna Khélif-Journé et je lui donne la parole.

Mme Anna Khélif-Journé :

Merci Monsieur le Maire, je vais donc procéder à l'appel.

M. Gilles Lurton :

Vous avez reçu sur vos Kbox le compte-rendu, fastidieux, du précédent Conseil Municipal. La loi précise que vous avez le droit par mail de faire des observations sur ce compte-rendu, voir, si vous le souhaitez, de faire des observations ce soir avant que je le fasse approuver. Je n'ai reçu pour ma part aucune observation par mail et je dois dire que je félicite les rédacteurs, ou plutôt les rédactrices, de ce compte-rendu parce que c'était vraiment un gros travail. Est-ce qu'il y a des observations sur ce compte-rendu ? Il n'y en a pas. Le compte-rendu est donc adopté.

Vous avez dans votre dossier le compte-rendu des décisions, L 2122-22 du code général des collectivités territoriales, prises en application de la délibération du 10 juillet 2020 ; ainsi que le compte-rendu de toutes les passations de marché, les contrats et avenants soumis au code de la commande publique. Est-ce que vous avez des observations sur ces 2 tableaux ? S'il n'y a pas d'observations, je vais passer directement aux délibérations qui sont les délibérations d'ordre financier avec la décision modificative numéro 3 pour l'année 2022 et je donne tout de suite la parole à Nicolas Belloir.

- 1 - Décision modificative n° 3 - 2022

M. Belloir rapporte la délibération.

M. Nicolas Belloir :

Merci Monsieur le Maire, bonsoir à toutes et à tous. Alors cette délibération sera la dernière décision modificative, on ne l'avait pas imaginé, néanmoins, on a quand même besoin de cette DM3 pour deux opérations en investissement. En section de fonctionnement, cela n'a pas d'incidence, c'est juste le transfert de crédit sur la section d'investissement avant la fin de l'année. C'est donc la raison de cette DM : on a en dépenses d'investissement une somme supplémentaire de 342 040 € pour le besoin de deux opérations spécifiques sur lesquelles on reviendra au cours de ce Conseil municipal. La première, c'est une inscription à hauteur de 160 000 € pour le versement de la participation de la ville de Saint-Malo au capital de la nouvelle société publique locale Bretagne Plaisance, qui va être créée. Et puis, 2^{ème} opération, c'est sur la résiliation du PUP de la frange sud de Rothéneuf avec des inscriptions de crédits en dépenses et en recette pour justement pourvoir aux opérations de rétrocession des emprises foncières avec des crédits à hauteur de 155 760 € en crédits de dépenses et de manière identique en crédits de recettes. Ce qui fait donc un cumul de DM à hauteur de 342 040 €. Et donc par rapport aux recettes sur cette DM, le complément est assuré par un supplément sur l'enveloppe d'emprunt d'équilibre à hauteur de 186 280 €.

Ce point n'appelle pas d'observations, ni de débat.

- - - - -

- 2 - Mise en place du référentiel budgétaire et comptable M57 - Approbation du règlement budgétaire et financier

M. Belloir rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observations, ni de débat.

- - - - -

- 3 - Mise en place du référentiel budgétaire et comptable M57 - Règles et durées d'amortissement

M. Belloir rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observations, ni de débat.

- 4 - Budget primitif 2023

M. Belloir rapporte la délibération.

M. Gilles Lurton :

Avec la délibération n°4, nous arrivons à ce qui constitue à mon avis, l'acte majeur de la vie municipale puisqu'il s'agit du budget primitif 2023. Si vous voulez bien avant de laisser la parole à Nicolas Belloir, adjoint aux finances, je vais introduire cette délibération. Je vous rappelle que nous avons fait le choix, au début de ce mandat de voter le budget primitif avant le 31 décembre de chaque année. La loi nous permettrait d'attendre jusqu'au 15 mars, voire au 1^{er} avril dans certaines circonstances, pour voter le budget primitif, mais nous avons remarqué que quand nous votons le budget primitif au mois de mars, les délais pour réaliser les investissements que nous programmons avant le 31 décembre qui suit sont extrêmement courts. Le temps de lancer les études au printemps, arrive l'été pendant lequel tout fonctionne un petit peu au ralenti, puis les travaux peuvent commencer parfois à l'automne, parfois ont du mal à commencer et nous nous retrouvons avec des restes à réaliser importants au 31 décembre de chaque année. Pour diminuer ces restes à réaliser, nous avons fait le choix de procéder au vote du budget dès le mois de décembre de façon à bénéficier d'une année pleine pour exécuter le budget et c'est ce que nous vous proposons aujourd'hui. Je veux, avant la présentation de cette délibération, rappeler ce que nous avons déjà eu l'occasion de dire lors du débat d'orientations budgétaires, il y a un peu plus d'un mois et demi, que l'année 2022 a été l'année de nouvelles réalités, tant sur le plan climatique, qu'économique. Nous observons dans tous les domaines une envolée des prix qui, si elle pèse très lourdement sur notre collectivité comme sur de nombreuses autres collectivités ; il se trouve que je reviens du Congrès des maires et me rends bien compte que l'ensemble des maires est exactement dans la même situation ; c'est une situation qui, si elle pèse sur les collectivités, pèse aussi très fortement sur les ménages de notre ville, mettant certains, parfois en très grande difficulté et nous devons aussi avoir ça dans notre tête quand nous prenons nos décisions. Nous le constatons, envolée du coût de l'énergie, succession des crises climatiques, canicule, incendie, vague de sécheresse massive, retour de la guerre en Europe, A une crise sanitaire mondiale que nous avons traversé pendant les 2 premières années du mandat, s'est ajouté aujourd'hui une crise énergétique d'une très grande ampleur. Le budget 2023 que nous allons vous proposer d'ici quelques instants n'échappe pas à cette tourmente que nous pouvons illustrer par de nombreux exemples, je n'en citerai que 4 : les dépenses de gaz et d'électricité qui passent de 1,8 millions d'euros en 2021 à 5,4 millions d'euros en prévisionnel 2023, une augmentation du coût de certains chantiers du fait de la montée, de l'envolée, du prix des matériaux ; j'ai signé hier une charte entre les partenaires de l'habitat de Saint-Malo, Emeraude d'habitation, la Rance et la Fédération Française du Bâtiment pour essayer de trouver des solutions à cette envolée des prix qui pénalise évidemment nos constructeurs sociaux, mais qui pénalise aussi les entreprises. Et je pense que l'entente que nous avons trouvée est susceptible de répondre, un peu, à ces difficultés. Une augmentation aussi des taux d'intérêt de nos emprunts et l'augmentation du point d'indice de la fonction publique qui impacte fortement nos dépenses de personnel. De cette situation résulte inévitablement une augmentation de nos dépenses de fonctionnement.

Face à cette situation, nous vous proposons ce soir un budget évidemment équilibré, s'il ne l'était pas, il ne serait pas possible. Un budget non seulement équilibré, mais un

budget aussi qui ne renonce pas aux principaux investissements du mandat et qui ne met pas davantage les Malouines et les Malouins à contribution, je veux parler des Malouines et des Malouins résidents. Qui ne met pas davantage les Malouines et les Malouins à contribution, c'est à dire que notre choix, notre engagement est de maintenir le niveau des taxes locales puisque la taxe d'habitation, mise à part pour les résidences secondaires, n'existe plus aujourd'hui. C'est le défi que nous devons relever. Tous les services de la ville se sont employés à réduire les dépenses de fonctionnement sans jamais se résoudre à supprimer les services rendus aux Malouins, je leur avais fixé cet objectif au début des discussions budgétaires et tous l'ont réellement suivi. Les recettes ont été ajustées au fil des évolutions du projet de loi de finances pour 2023, compliqué, extrêmement complexe. Aujourd'hui, ils espèrent qu'il est à peu près stabilisé, mais la loi de finances ne sera votée que le 31 décembre, et donc nous avons suivi pas à pas les discussions au Parlement sur ces sujets. Ces efforts sur les dépenses de fonctionnement, nous permettent aujourd'hui de maintenir le cap et de poursuivre notre dynamique d'investissement au service de l'amélioration du cadre de vie des Malouins. La mise en œuvre des projets phares de la mandature se poursuivra en 2023. J'en cite quelques-uns, mais Nicolas sera beaucoup plus exhaustif que moi, je citerai la restauration du domaine de la Briantais qui a commencé, les travaux des réserves du musée maritime, des travaux de voirie sur lesquels Nicolas aura l'occasion de revenir, des études pour une nouvelle salle de gymnastique et l'amélioration du cadre de vie dans les quartiers, et la mise en place d'un plan et d'actions concrètes sur la biodiversité. Je souhaite profiter de ces quelques propos introductifs pour remercier Madame Gautier, Directrice des Finances de la ville de Saint-Malo, Directrice des Finances aussi de Saint-Malo Agglomération et bien sûr à travers elle, l'ensemble de son service pour les efforts fournis pendant cette période budgétaire que nous savons toujours fastidieuse, mais pour en avoir vécu beaucoup de l'intérieur, je peux vous dire que celle-ci a été particulièrement complexe et vraiment le service des finances nous a beaucoup aidé. La remercier aussi, je dois le dire pour la façon, et Nicolas l'approuve, avec laquelle elle accomplit son travail tous les jours. J'associe bien sûr à ces remerciements l'ensemble des services de la ville dont je connais les efforts qu'ils ont réalisés sous la houlette de leur Directeur Général, Monsieur Olivier Pernet. Je vous remercie et je laisse maintenant la parole à Nicolas Belloir.

M. Nicolas Belloir :

Merci Monsieur le Maire, je vais vous présenter évidemment ce budget, je vais le faire comme je le fais traditionnellement avec un support de présentation et en gardant la même logique pour essayer justement de garder un fil conducteur à cette présentation. C'est Madame Gautier qui va faire défiler au fur et à mesure ces diapositives, ce qui me permet moi aussi Monsieur le Maire, de m'associer aux remerciements pour le travail accompli à la fois par Madame Gautier mais aussi par l'ensemble des services dans le cadre de cette préparation budgétaire tout au long de l'année, bien sûr ; mais dans le cadre de cette préparation budgétaire qui a été tout à fait particulière.

Alors sur ce budget 2023 que l'on vous propose ce soir, vous ne serez pas surpris de constater que c'est un budget qui est fidèle aux orientations budgétaires que nous vous avons présentées début novembre, même si nous étions dans un contexte particulièrement compliqué. Ce contexte, le Maire l'a dit, je ne vais pas m'étendre dessus, on a évidemment un contexte inflationniste qui, naturellement, impacte la totalité des postes de dépenses. C'est une situation inédite, on parle, moi j'ai souvent utilisé ce terme là et je pense qu'il est approprié, d'une forme de brutalité financière en 2022 que nous avons connue. Quand je dis-nous, ce n'est pas la ville de Saint-Malo, c'est l'ensemble des collectivités locales. Avec un revirement de situation totalement inédit et rapide. Même si nous sortions de 2 années compliquées, 2020, 2021 avec la crise sanitaire, où il a fallu, là aussi, s'adapter, ça n'a pas été non plus sans impact sur la collectivité, mais pour autant, ce contexte inflationniste a été tout à fait inédit pour l'ensemble des collectivités. Et évidemment, le budget 2023 porte les marques de ce changement au niveau national et au niveau international.

Sur le budget 2023, ayez aussi à l'esprit que nous avons des changements de périmètre, donc ce n'est pas toujours évident de pouvoir faire les comparaisons entre 2022 et 2023 puisque je vous rappelle que, à compter du 1^{er} janvier 2023, il y aura l'intégration du service de la petite enfance qui passera du CCAS à la ville de Saint-Malo et que sur le plan financier, cela a des incidences. Tout comme l'intégration du budget de la caisse des écoles et le budget de la régie des zones industrielles.

Ce budget s'est construit dans un contexte législatif assez évolutif, avec pas mal d'allers-retours. Ce projet de loi de finances est aujourd'hui a priori stabilisé, il sera promulgué à la fin de l'année, mais il y a eu quand même de nombreux amendements, qui n'étaient pas sans effet sur la préparation budgétaire. Et puis, le Maire l'a rappelé, c'est vrai, le contexte est particulier, le contexte est difficile, pour autant, il ne faut pas être pessimiste. Il y a quand même des choses à retenir et l'idée que nous avons réussi et, en tout cas, c'est la proposition que nous vous faisons à travers ce budget primitif 2023, de maintenir une politique d'investissement ambitieuse qui est respectueuse, évidemment de l'environnement, et qui intègre principalement les engagements que nous avons pris au début de notre mandature et j'y reviendrai tout à l'heure sur la politique d'investissement.

Alors quelques chiffres de manière globale, pour vous dire que nous avons un budget consolidé, c'est-à-dire l'ensemble des budgets qui concernent la collectivité, le budget principal, le budget du port, le budget des ZAC et le budget du palais du grand large, qui s'élève à hauteur de 162,6 millions pour être précis et ce budget principal, c'est un petit peu moins de 75 % du budget global. Dans ce budget principal, vous avez évidemment les changements de périmètres qui s'opèrent. Comme le budget est voté au mois de décembre, ce budget ne comprend ni la reprise des résultats de 2022, ni les restes à réaliser. Ce sont des opérations dont on aura connaissance à la fin de l'exercice budgétaire, c'est à dire à la fin de l'année et on reviendra vers vous comme on l'avait fait en 2022 avec un budget supplémentaire pour intégrer ces éléments de reprise. Ce budget est en forte hausse, je vais y revenir, c'est principalement lié aux effets de l'inflation sur beaucoup de postes de dépenses et puis le budget des ZAC qui représente un petit peu moins de 22 % est en hausse, il n'y a pas d'inquiétude à avoir, c'est du fait de la constitution importante de stock de terrain à céder sur les opérations de ZAC, je pense notamment à la ZAC Lorette et nous n'avons pas beaucoup d'inquiétude puisque les cessions permettent justement de revenir à l'équilibre de ces ZAC et de rembourser

les emprunts sur Lorette. Il y aura un facteur d'accélération, puisqu'il y avait des contentieux qui ont été levés au bénéfice de la collectivité.

Les choses devraient donc pouvoir s'engager un petit peu plus rapidement en 2023. Sur le schéma d'équilibre, schéma que je me plais à vous présenter, je me plais à vous le présenter pour une chose toute simple, c'est qu'il permet de visualiser que c'est bien la maîtrise de nos dépenses de fonctionnement qui nous permettent d'aller alimenter les recettes d'investissement et de nourrir les investissements que l'on souhaite avoir. Ce schéma-là est assez simple à comprendre, c'est que nous avons un autofinancement que nous avons réussi à maintenir, autofinancement qui n'était pas gagné au départ, nous en tout cas quand on a préparé ce budget, le Maire le rappelait, les premières séances nous laissaient apparaître des difficultés à équilibrer la section de fonctionnement, nous y sommes parvenus au prix d'un effort collectif de l'ensemble des services et de mes collègues adjoints pour réduire ces dépenses de fonctionnement, sans nuire à la qualité du service, ce que rappelait le Maire dans son propos liminaire, et c'est extrêmement important de le souligner. Cet autofinancement ne sera que de 4,7 millions d'euros, il est en diminution par rapport à l'année dernière où nous étions à un petit peu plus de 6,5 millions ; c'est évidemment cette dégradation de l'autofinancement liée à l'augmentation des différents coûts. Vous avez au total un budget principal qui s'élève à 121 millions d'euros avec une section de fonctionnement à 82,7 millions d'euros et une section d'investissements à 38,3 millions d'euros.

Sur la section de fonctionnement, si on rentre maintenant dans le détail :, tout d'abord sur les recettes de fonctionnement, vous avez à l'écran, un tableau, un schéma qui rappelle l'essentiel de ces recettes de fonctionnement qui sont en hausse de 8,8 %, principalement grâce à des recettes fiscales supplémentaires. Et même si on isole les recettes Route du Rhum 2022 et l'intégration des recettes petite enfance, ces recettes de fonctionnement sont, à périmètre constant, en augmentation de 8,5 %. C'est évidemment le poste impôts et taxes qui représente 72 % de ces recettes. Les dotations, subventions et participations, un petit peu plus de 16 %. Et puis le produit des services et du domaine, qui représente 11 % de ces recettes de fonctionnement, ce sont vraiment les 3 principaux postes sur lesquels je vais m'attarder un petit peu maintenant. Alors sur les recettes, tout d'abord sur les impôts et taxes, nous avons une évolution de ce poste là au niveau du budget primitif, puisque nous allons passer d'un volume en 2022 au BP à 53,8 millions d'euros à un volume de 59,5 millions d'euros en 2023. Cette évolution est liée essentiellement au volume de la fiscalité directe qui va progresser de 4,8 millions d'euros. Cette évolution de la fiscalité directe est liée à des décisions qui ont été prises par le gouvernement sur le plan national et notamment sur 2 logiques : la première, c'est que chaque année, il y a une évolution des bases et des valeurs locatives. Concernant les biens, c'est une décision qui est prise chaque année par le gouvernement, par le Parlement et c'est vrai que depuis plusieurs années cette évolution, on ne la constatait pas beaucoup puisqu'il y avait une inflation qui était très faible. Vous connaissez le contexte économique et le contexte inflationniste, c'est vrai que l'inflation a été estimée par l'Insee fin novembre aux alentours de 6,2 %. C'est pour ça que quand on a présenté le débat d'orientations budgétaires, nous étions à ce moment-là sur des débats avec des amendements qui prévoyaient justement de pouvoir limiter l'évolution de ces valeurs locatives à hauteur de 3,5 %, ce qui était l'amendement qui avait été déposé. C'est la raison pour laquelle nous avons envisagé cette piste là au moment de la présentation des orientations budgétaires. Le débat parlementaire a remis en cause cet amendement et le gouvernement a considéré que les valeurs locatives devaient être assises, comme le prévoit le droit commun, sur

l'inflation, donc pour le coup, cette disposition qui est dans la loi de finances, plus l'évolution des bases qui depuis quelques années se situe entre 0,5 et 1 % laissent à penser que nous aurons une évolution de cette recette concernant le foncier bâti, mais sur la base d'une décision prise au niveau national et pour la construction du budget primitif, on est parti sur une hypothèse d'évolution de la valeur locative et des bases à hauteur de 6 %.

Deuxième effet de la loi de finances, décision prise par le gouvernement, c'est que dans le cadre de ce projet de loi de finances, un certain nombre de parlementaires, de maires puisque Monsieur le Maire est intervenu lui aussi auprès de ses anciens collègues parlementaires et ministres, justement, pour essayer, dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation, de faire comprendre qu'il y avait un mécanisme que personne n'avait imaginé, c'est qu'on ne pouvait pas toucher à la taxe d'habitation sur les résidences secondaires sans que ça ait un impact sur le foncier bâti ; c'est-à-dire que les 2 taxes étaient liées. Donc si on devait augmenter la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, mécaniquement on augmentait le taux du foncier bâti. Comme nous avons pris l'engagement de ne pas toucher au taux, c'était quand même assez compliqué et donc un certain nombre de parlementaires sont intervenus mais n'ont pas obtenu gain de cause sur cette dé-corrélation entre le taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires puisque c'est le seul taux qui reste sur la taxe d'habitation, et le taux sur le foncier bâti. Dans ces discussions, une autre piste avait été engagée par des parlementaires, c'était de pouvoir revenir sur un autre mécanisme concernant la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, celui concernant la majoration de la taxe d'habitation sur la résidence secondaire. Cette majoration est conditionnée à un décret d'application très précis qui ne concernait que des villes et des aires urbaines avec une ville de plus de 50 000 habitants. Etant dans des zones tendues, Saint-Malo, évidemment, se trouve dans ce registre là, mais n'était pas considéré en zone tendue parce qu'il y avait moins de 50 000 habitants. Le projet loi de finances vient, et ça a été confirmé y compris ce matin à la suite de l'examen de ce texte en commission mixte paritaire, il n'y a pas eu de remise en cause, un amendement a prévu d'élargir les zones susceptibles de mettre en œuvre cette majoration concernant la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et c'est un petit peu plus de 4 000 communes, à travers cet amendement qui a été adopté en loi de finances, 4 000 communes vont pouvoir, si elles le souhaitent, mettre en place ce dispositif sur les zones qui les concernent. Évidemment, cela devra faire l'objet d'un décret d'application et d'une délibération, toujours est-il que nous avons fait sur cette base là le choix dans la construction de ce budget, de mettre en place un dispositif de majoration de la taxe d'habitation pour les résidences secondaires. Ce mécanisme est extrêmement encadré et la loi prévoit que l'on peut aller jusqu'à 60 %. Pour autant, ce n'est pas tout à fait vrai puisqu'il y a un mécanisme de plafonnement qui est lié à 2,5 fois la moyenne des taux du département et donc pour Saint-Malo, nous avons la possibilité de majorer cette taxe d'habitation sur les résidences secondaires à hauteur maximum de 46,26 %. Dans ce cadre-là et en cohérence avec notre politique en matière de logement notamment cette volonté très forte que l'on a de vouloir voir s'installer davantage de couples et de familles sur Saint-Malo, dispositif qu'on retrouve à travers l'orientation que nous avons prise sur la limitation des meublés de tourisme, c'est le travail qui est en cours aussi dans le cadre de la révision du PLU, nous avons considéré, qu'il fallait donc mettre en place cette majoration de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et nous avons arrêté le principe de fixer ce taux de majoration à 45 % sur cette majoration de taux de taxe d'habitation des résidences secondaires.

Ce qui génère là aussi par rapport à cette décision prise sur le plan national des recettes supplémentaires.

Donc entre l'augmentation des valeurs locatives et cette majoration sur la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, nous arrivons à ce produit de fiscalité directe qui est supérieur à hauteur de 4,8 millions pour le BP 2023. L'augmentation des impôts et taxes est due aussi à un autre phénomène qui se confirme, alors je ne sais pas s'il se confirmera en 2023, toujours est-il que nous étions prudents au moment des orientations budgétaires, c'est que les droits de mutation continuent à progresser malgré un marché de l'immobilier qui commence un peu à se durcir du fait des taux d'intérêt qui augmentent. Nous avons une visibilité sur les 3 premiers trimestres concernant ces droits de mutation, et là où nous étions un peu réservés au mois de novembre, on l'est moins au mois de décembre puisque nous avons une recette en 2022 qui sera somme toute supérieure à celle que nous avons en 2021. Je vous rappelle qu'en 2021, on avait plus de 5 millions d'euros de droits de mutation, ce qui était une année record pour la ville de Saint-Malo. Très vraisemblablement nous serons aux alentours des 5,5 millions pour 2022. Ce qui nous a semblé important, c'est de pouvoir remonter la prévision de ces droits de mutation pour 2023. On pense que la situation va un petit peu plus se dégrader en 2023 et donc nous avons revu à la baisse cette recette concernant les droits de mutation que nous avons évalués aux alentours de 4,5 millions pour 2023. La situation également sur le produit des jeux qui s'améliore. C'est vrai que la situation sanitaire, avec la fermeture du casino, avait fortement perturbé cette recette voire fortement dégradé et là on retrouve des niveaux extrêmement intéressants avec une progression entre le BP 2022 et le BP 2023 de plus de 13 %. C'est évidemment au bénéfice de ces recettes fiscales.

Deuxième poste de recettes sur lequel il y a une évolution, c'est celui sur les dotations et les subventions et participations. Alors à périmètre constant, l'augmentation s'établit à 3,7 %, il faut avoir à l'esprit que cette augmentation est liée principalement à l'intégration de la petite enfance dans le budget principal de la ville de Saint-Malo, puisque nous allons avoir des recettes, à travers les subventions et donc ces recettes sont aujourd'hui inscrites non plus au budget CCAS mais sur le budget principal de la ville. Concernant la dotation globale de fonctionnement, on devrait là aussi avoir une augmentation aux alentours de 200 000 €. C'est surtout la dotation nationale de péréquation qui profite encore à la ville de Saint-Malo.

Sur le produit des services et des domaines qui est la troisième recette essentielle du budget, on a une évolution à périmètre constant de 2,6 % de recettes, j'isole la petite enfance. Il y a là les redevances d'occupation du domaine public qui augmentent, un retour également de la situation concernant le stationnement sur la ville de Saint-Malo, on sort complètement de ces épisodes de crise sanitaire sur le plan du stationnement. Du point de vue de l'occupation de ces espaces publics, on retrouve une situation à peu près identique à celle que nous connaissions avant le début de la crise en 2020. Pour être très précis sur ce produit des services et des domaines, on a aussi intégré un élément, mais ça fera l'objet d'une délibération tout à l'heure, donc je ne vais pas m'y attarder. Une augmentation des tarifs municipaux à hauteur de 3,5 % en dehors des services concernant l'accueil, le loisir et la restauration scolaire où dans ce domaine-là, on a aussi tenu compte des tarifs dits sociaux avec une augmentation qui ne sera que de 1,5 %. Voilà globalement les principaux éléments qui justifient cette évolution des recettes. Alors, si du point de vue des recettes, j'ai envie de dire on s'en sort plutôt bien, n'oublions pas qu'en face, il y a des dépenses de fonctionnement et que là, dans ce

domaine la situation est sensiblement différente puisque les dépenses totales de fonctionnement sont à hauteur de 83 millions d'euros et qui, pour le coup, augmentent à hauteur de 8 %.

Mais je vais faire le même exercice, si je le fais à périmètre constant, c'est à dire en intégrant les différents éléments, cette augmentation n'est plus de 8 % mais elle est de 12,6 %. Et c'est évidemment, le contexte inflationniste dans tous les domaines qui contribue à cette augmentation, avec sur le poste charge de personnel aussi des incidences concernant les mesures nationales, mais je vais y revenir tout de suite puisque je vais vous présenter maintenant les principaux postes sur les principales dépenses, même exercice que pour les recettes. Donc nous avons dans ce domaine, sur le premier poste de dépenses, celui qui concerne les richesses humaines, un chapitre qui augmente de plus de 7,5 %, c'est plus de 2,86 millions d'euros à périmètre constant, c'est à dire que quand j'ai intégré ça, je ne tiens pas compte de la petite enfance puisque ces dépenses de personnel augmentent mécaniquement avec le transfert de la compétence petite enfance à la ville de Saint-Malo, ce chapitre augmente de 3,4 millions d'euros. En contrepartie, ce sont des dépenses qu'on aura en moins au CCAS et qu'on retrouvera en moins aussi sur la subvention d'équilibre que verse la ville au CCAS. Si on isole ces dépenses de 3,4 millions d'euros, il n'en reste pas moins qu'on a une évolution de 7,5 % de nos dépenses et que ces décisions sont principalement liées sur ces 2,86 millions d'euros supplémentaires ce qui correspond à ces 7,5, à des mesures qui sont prises sur le plan national, c'est un petit peu plus de 2 millions d'euros, c'est principalement, on s'en réjouit pour nos différents collaborateurs, la revalorisation du point d'indice qui mécaniquement fait augmenter ce poste-là. Il y a aussi des décisions prises par la collectivité, on les assume autour de la protection sociale notamment. Des dispositions qui sont prises par la ville à hauteur de 700 000 €, ce qui nous amène à une évolution de ce poste de manière assez significative, passant de BP à BP, de 37,7 à 43,8 millions d'euros.

Sur les charges à caractère général c'est, comme je le dis souvent, un poste qui est assez intéressant, il ne veut pas dire grand-chose à caractère général, et pourtant il est essentiel puisque c'est le chapitre qui retrace l'ensemble des crédits qui sont alloués aux différents services de la ville pour leur fonctionnement. Dans ce domaine-là, la situation est singulièrement difficile puisque si on regarde de budget à budget, à périmètre constant, on a une évolution de ces charges à caractère général de plus de 25,6 % d'augmentation, 1/4 d'augmentation liée évidemment à ce contexte inflationniste, comme le Maire l'a dit sur l'énergie, c'est 3,3 millions d'euros supplémentaires. Sur les contrats de prestations et de services, à périmètre constant, on est à plus 15,6 % ; on vous a donné l'exemple du contrat de restauration scolaire qui va prendre 439 000 € supplémentaires. C'est bien l'impact inflationniste qui vient perturber évidemment ce chapitre-là qui nous fait passer de 19,8 millions d'euros à 22,8 millions d'euros.

Sur les autres charges de gestion courante, nous avons un chapitre qui diminue un tout petit peu. En réalité, ce n'est pas tout à fait vrai, même si on voit qu'on passe de 10 millions à 9,1 millions, à périmètre constant, il y a une hausse de 7,4 %. Cette hausse s'explique par rapport à des mécanismes liés à la mise en place de la nomenclature M57, puisqu'un certain nombre de dépenses qui étaient avant considérées comme exceptionnelles ne peuvent plus l'être considérées, elles sont intégrées sur le budget principal, sur le chapitre des charges de gestion courante. Et puis, nous avons également un chapitre qui est fortement télescopé par la subvention d'équilibre versée au CCAS qui est en nette diminution, non pas qu'on diminue notre accompagnement, mais qui est lié au transfert de la compétence petite enfance sur le budget principal de

la ville de Saint-Malo. A noter également qu'on a une évolution des subventions aux associations et organismes de droit privé, les orientations budgétaires avaient été très claires, pas d'augmentation des subventions, pour autant, un certain nombre d'associations, notamment des associations sportives qui avaient fait l'objet de mesures d'ajustement dans le cadre de la crise sanitaire sur des subventions à l'aide à l'encadrement sportif, avec des dispositifs d'accompagnement sur le plan national, reviennent dans une situation que l'on avait avant la crise sanitaire et donc l'engagement de la collectivité avait été de continuer à les accompagner à la même hauteur.

Enfin quatrième poste qui augmente significativement les charges financières, ce n'est pas une surprise mais on a 92 % d'augmentation de ces charges financières compte tenu de l'évolution du coût du crédit, donc nous allons passer de 800 000 à 1,5 millions. Alors ça paraît conséquent 92 %, c'est énorme, ça nous a aussi interpellé, on a regardé un petit peu de plus près, c'est une situation évidemment dont on se serait facilement passée. Néanmoins, ce niveau sur les charges financières n'a rien d'inquiétant, c'est un volume que l'on avait par exemple en 2018, c'est des volumes qu'on avait il y a encore quelques années, mais on était tellement habitués à cette diminution régulière du coût du crédit qu'on avait oublié que les choses pouvaient changer. Pour le budget 2023 cela aura une incidence puisque nous allons passer de 800 000 à 1,5 millions.

Sur l'autofinancement prévisionnel, je vous en ai parlé rapidement tout à l'heure quand je vous ai présenté le tableau d'équilibre, on a un autofinancement qui est en baisse uniquement à cause de l'augmentation des coûts, vous avez de décliner ce qui compose l'autofinancement, vous avez le virement à la section de fonctionnement, vous avez les dotations aux amortissements et puis on a aussi ce qui concerne les travaux en régie. Ce qui est important à souligner, c'est que sur l'amortissement, les dotations on n'a pas beaucoup de variations, cela augmente un tout petit peu. Ce qui baisse de manière significative, 28 %, c'est bien l'effort qui a été fait par tout le monde pour dégager des marges de manœuvre en matière de fonctionnement, mais malgré les efforts réalisés c'est quand même une baisse au virement de la section de fonctionnement qui passe de 3,2 millions à 1 144 127 € en 2023.

Sur l'investissement, après avoir passé en revue le fonctionnement, on va s'attacher à l'investissement. Sur cet investissement eh bien un diagramme qui rappelle les dépenses d'équipement sur les 5-6 ans d'exercices budgétaires pour vous montrer que ces dépenses sont l'ensemble des dépenses d'équipement, les dépenses de frais d'études, d'acquisition de matériel, de logiciel, de terrain, les travaux, les subventions d'équipement. C'est le reflet de la mise en œuvre de notre politique. Depuis 7 ans, on a un rythme qui est plus ou moins régulier, on a un petit pic en 2020, ce qui n'a rien de surprenant, c'est souvent des cycles que l'on constate de manière similaire au cycle électoral. Mais hormis cela, on est sur une évolution constante et donc ce qui est important à souligner, c'est qu'en 2023, nous allons à travers ce budget vous proposer un budget qui est sensiblement le même, un petit peu supérieur à l'exercice 2022, puisqu'il progresse de 2,5 %, ce qui est une vraie satisfaction, collective, compte tenu du contexte dans lequel on est et le maintien de ce niveau de l'investissement est une bonne chose pour mettre en œuvre les différentes opérations qui ont déjà été engagées où celles sur lesquelles on s'était engagés. Alors, concernant cette répartition de l'investissement, vous dire que cette répartition, elle diffère un petit peu des années précédentes, il va falloir s'y habituer puisque c'est la nouvelle nomenclature fonctionnelle de la M57, ce qui permet de faire des comparaisons, avec d'autres

collectivités locales, des conseils départementaux, des conseils régionaux. Ce n'est pas toujours approprié, parce qu'on a des grandes rubriques, mais ça me semblait important quand même de vous présenter cette nouvelle présentation fonctionnelle.

Alors, si on regarde dans le détail les principaux investissements, même si je suis sûr que vous avez regardé cela avec attention, simplement vous dire qu'en 2023, nous allons évidemment poursuivre sur le domaine de la Briantais avec une inscription à hauteur d'1 977 500 euros. Cela concerne évidemment une grosse opération qui a commencé concernant le clos-couvert du château de la Briantais, une opération à un petit peu plus d'1,5 millions d'euros pour une durée de travaux, à hauteur de 18 mois. 18 mois, c'est une grosse opération mais ça va permettre justement de préserver le bâtiment. On aura aussi des interventions sur le domaine, pas uniquement sur le château, avec la réalisation notamment de l'aire de jeu inclusive pour 285 000 €. Deuxième projet majeur, évidemment, c'est le musée maritime, on poursuit sur ce travail-là en 2023 et en 2024, mais les travaux commenceront en 2024. Les travaux sur les réserves qui vont débiter, c'est 2,1 millions qui seront consacrés en 2023 sur ce musée maritime, 1,8 millions sur les réserves et sur le bâtiment des réserves. Et puis sur les études de programmation du musée, un petit peu plus de 235 000 €. Troisième volet important, cela concerne l'hôtel de ville, avec là aussi des opérations sur lesquelles il faut intervenir, tout d'abord sur la restructuration des services, on a commencé déjà depuis l'année dernière, cette réorganisation, elle doit se poursuivre avec notamment les travaux sur l'état civil, on ne peut pas s'arrêter au milieu du chemin, on doit aller jusqu'au bout de notre logique d'aménagement, d'amélioration de l'accueil de nos concitoyens et d'amélioration aussi des conditions de travail de nos collaborateurs. C'est 445 000 euros d'inscrits concernant ces travaux-là. Et puis aussi une opération qui va être engagée, qui date depuis des années et des années, elle est reportée dans le cadre d'arbitrages budgétaires, mais il arrive un moment où on ne peut plus reporter les choses parce que la situation se dégrade et les infiltrations sont bien trop nombreuses et mettent en péril le bâtiment, c'est concernant évidemment le château, formidable bâtiment historique mais un patrimoine qu'il faut entretenir. Nous allons engager les travaux de réfection des toitures pour 760 000 € en 2023. Nous aurons également un programme très conséquent sur la voirie, un programme à plus de 5 millions d'euros d'inscriptions budgétaires avec une opération phare, majeure, les travaux sur le boulevard Douville, avec une inscription à hauteur de 2,5 millions avec là aussi un travail qui n'est pas abouti, les réflexions, la concertation est en cours, mais les travaux ont pour objectif d'être engagés en 2023. Les travaux concernant la RD4, c'est le rond-point à hauteur de Château-Malo en direction de La Gouesnière ou de Saint-Jouan-Des-Guérets, une opération à mener conjointement avec le département et puis la commune de Saint-Jouan-Des-Guérets, avec une inscription de 750 000 euros. Nous poursuivrons également les travaux concernant la politique des quartiers, avec une enveloppe de 650 000 euros. Un travail qui se poursuivra aussi sur les mobilités avec un certain nombre d'opérations sur des liaisons douces à hauteur de 310 000 euros. Les opérations d'aménagement urbain ne seront pas en reste, 3,2 millions d'inscrits en 2023 avec le programme de l'Etrier Marville qui va se poursuivre, avec 2 opérations, un petit peu plus d'un million et puis Etrier Marville 1 et 2, 600 000 euros, ce sont des opérations lourdes. Nous aurons également sur le secteur Flaudais Patton, une inscription budgétaire pour 206 000 euros, ce sont principalement des études. Sur Marion-Dufresne pour 150 000 euros, ce seront des acquisitions et puis le PUP pour Projet Urbain Partenarial du Rosais pour 150 000 euros. Nous poursuivrons sur les

équipements sportifs avec une enveloppe à un petit peu plus de 2,2 millions d'inscriptions budgétaires, avec une opération qui est un engagement que nous avons pris au début de notre mandat, qui était évidemment la réalisation d'une salle de gymnastique sur le secteur de Paramé.

Nous avons une inscription budgétaire à hauteur de 800 000 euros qui correspond aux études et à la maîtrise d'œuvre qui vont être engagées en 2023. Nous finirons l'opération sur le parc de glisse. Le parc en lui-même, les différents équipements du parc de glisse sont terminés, mais c'est plutôt les aménagements aux abords du parc qui doivent être finalisés en 2023 à hauteur de 350 000 euros. Puis sans rentrer dans le détail, mais une enveloppe quand même, là aussi assez conséquente de plus de 750 000 euros sur des travaux dans les salles de sport et stades correspondant à des attentes exprimées par les utilisateurs. Sur les espaces verts, hors la Briantais, 1 300 000 euros de prévu, avec des travaux importants, des travaux récurrents qu'on ne voit pas toujours, mais qui sont nécessaires sur l'ensemble de nos parcs au sein de la ville de Saint-Malo, comme ceux de l'amélioration du cadre de vie dans les quartiers, qui vient en complément de l'enveloppe sur la politique des quartiers. Là c'est vraiment que sur les espaces verts et puis tout ce qui concerne la sécurisation de ces espaces, c'est une enveloppe de plus de 710 000 euros consacrée à ces espaces verts et je n'oublie pas aussi cet engagement que nous avons, cela fait partie de notre programme sur la biodiversité, sur la préservation de l'environnement en ville, avec la gestion du patrimoine arboré et la reconquête de la nature en ville, avec une enveloppe de 100 000 euros. Nous aurons aussi des investissements concernant les écoles et la restauration scolaire, avec des travaux de rénovation sur le restaurant scolaire pour un petit peu moins d'1,4 million. Nous aurons un programme de 936 000 euros sur l'environnement, vous avez le détail avec la propreté urbaine. Ces appellations environnement sont très génériques, mais on y retrouve la propreté urbaine, c'est souvent des montants importants sur de l'acquisition, avec des poids lourds plateau ou des appareils appropriés. Nous aurons des travaux de consolidation des falaises sur la Grande anguille pour 330 000 euros. Ce sont essentiellement ce qui constitue cette enveloppe. Nous aurons également l'éclairage public, je ne vais pas m'y attarder parce que je pense que le Maire va l'évoquer dans le cadre du dispositif sur la sobriété énergétique, mais là aussi, ce n'est pas nouveau, on poursuit notre engagement en matière d'éclairage public, mais c'est une enveloppe de 930 000 euros qui sera inscrite au BP 2023. Je parlais tout à l'heure de l'Hôtel de ville, il n'y a pas que l'Hôtel de ville qui fait la richesse du patrimoine à Saint-Malo, nous avons évidemment les remparts et ça nécessite là aussi un programme de vigilance extrêmement important, mais aussi d'intervention. Il y a des travaux d'étanchéité et de rejointoiement qui sont prévus en 2023 à hauteur de 800 000 euros. Et puis nous poursuivrons également dans le cadre de notre programme Ad'AP, l'engagement qu'on a avec l'État, un programme sur l'accessibilité dans tous les domaines, un programme de travaux d'accessibilité à hauteur de 800 000 euros. Sur ces dépenses d'investissement, vous avez le détail dans la délibération, évidemment, quand on a parlé du fonctionnement et de l'investissement, je dois m'arrêter quelques instants sur la dette de la collectivité. Alors concernant la dette, toutes ces opérations, malgré les efforts faits en matière d'économie de fonctionnement, le travail actif mené pour aller chercher des subventions, les cessions qu'on peut imaginer, on n'arrive pas à couvrir la totalité de nos besoins et c'est bien un emprunt d'équilibre qui vient compléter les nécessaires sommes pour réaliser ces investissements. Cet emprunt d'équilibre qui sera ajusté en fonction de la reprise des résultats qu'on verra dans le cadre d'un budget supplémentaire en 2023. L'emprunt d'équilibre sur ce BP est de 22,26 millions d'euros.

Là aussi, c'est une vraie satisfaction collective puisque ce montant d'emprunt est légèrement inférieur à celui de l'année dernière puisque l'année dernière, il était de 22,8 millions d'euros, il est de 22,2 cette année.

C'est vraiment intéressant parce que ce contexte difficile ne freine pas l'engagement de la collectivité en matière d'investissement, la dette est saine, selon la charte de Gissler, qui est une charte fixée pour toutes les collectivités, on a une dette qui est saine avec un encours qui va diminuer en 2023 puisque cet encours sera de 58,3 millions d'euros, encours estimé au 1^{er} janvier 2023. C'est une estimation, mais la tendance c'est évidemment qu'on aura un encours plus faible que celui de 2022. Ces bonnes nouvelles sur la dette, il ne faut pas se le cacher, cela masque quand même une réalité, c'est que les taux d'intérêt ont augmenté. Vous avez bien vu qu'on a inscrit 1,5 millions sur la charge financière au lieu de 800 000 euros, c'est bien parce que les taux d'intérêt augmentent et donc la ville subit ces effets là et donc le taux moyen de la collectivité qui était de 1,30 % au 1^{er} janvier 2022, va passer à 2,28 % au 1^{er} janvier 2023. Là aussi, c'est une estimation, mais de toute façon on va augmenter d'à peu près 1 % ce taux moyen. Voilà ce que je pouvais vous dire sur la dette. Vous avez de présenté à l'écran cet encours qui va diminuer, comme je vous le disais, ce sont des bonnes nouvelles. Pour autant, notre capacité de désendettement qui était, et c'est pour illustrer ce que je disais tout à l'heure sur la brutalité du changement, c'est que nous avons un ratio d'endettement en nombre d'années, qui était de 4,5 années en 2022 et très vraisemblablement là sur la base des estimations que je vous ai indiquées, ce ratio va se dégrader puisque nous allons passer à 7,5 années, ce qui illustre bien ce changement opéré sur le plan financier en 6 mois, 6-8 mois au cours de l'année 2022. Néanmoins, malgré ce contexte particulièrement difficile, comme je l'ai dit, c'est un budget qui se veut ambitieux, qui maintient nos engagements et qui ne se fait pas au détriment des services rendus à nos concitoyens. Nous pouvons constater que beaucoup de collectivités qui sont dans cet exercice budgétaire ou de débat d'orientations budgétaires font face à des difficultés et sont obligées parfois même soit d'envisager la fermeture d'un service, soit de le réduire. Et si, dans ce contexte morose, nous devons retenir quelque chose de positif, c'est, je dirais, notre capacité à maintenir notre investissement en 2023 et surtout de ne pas dégrader la qualité du service public rendu aux Malouines et aux Malouins.

M. Gilles Lurton :

Merci beaucoup, Nicolas pour la clarté de cette présentation et les éléments qu'elle contient. Je vais maintenant ouvrir le débat sur ce budget 2023. Monsieur Hardoin, Vous avez la parole.

M. Jacques Hardoin :

Merci, Monsieur le Maire, je voudrais effectivement féliciter notre collègue Nicolas pour la clarté et la précision de cette présentation du budget qui, il y a encore 2 mois, nous paraissait à tous très compliqué et à force de travail des uns et des autres, on arrive ce soir à une solution satisfaisante. Je voudrais juste féliciter quand même de cette capacité que l'on a su garder, de continuer d'investir, non seulement de maintenir l'investissement, même de l'augmenter, je crois que ça doit faire à peu près 3,5 % de plus d'investissements en 2023 qu'en 2022 et par là-même de pouvoir conserver le cap sur les grands projets du mandat, on les a vus, Nicolas les a présentés. Je crois que c'est une très bonne chose pour les Malouins et les Malouines, de voir qu'au-delà, je dirais des chiffres, il y a une vraie ambition de cette équipe municipale pour maintenir des

projets qui sont structurants pour notre ville. Donc je voulais aussi nous en féliciter tous ensemble, de savoir garder le cap dans le gros temps, c'est une qualité qu'on envie à beaucoup de capitaines.

M. Gilles Lurton :

Merci beaucoup Monsieur Hardoin, cher Jacques, pour ces propos, c'est vrai qu'il faut se battre, c'est compliqué. Ces discussions budgétaires sont très compliquées. Je l'ai dit, mais je crois qu'il n'y aurait rien de pire que de reculer dans la situation que nous connaissons. Nous naviguons à vue, nous faisons attention à toutes les dépenses. Nous sommes surtout à la chasse de toutes les subventions que nous pouvons obtenir sur tous les projets que nous lançons et j'avoue que là-dessus, on a obtenu quelques bonnes avancées aussi. Tout cela, ça nous permet de maintenir comme tu l'as dit, le cap de ce très, très beau navire. Monsieur Richard ?

M. Victor Richard :

Oui, je crois qu'on peut également remercier les habitants des résidences secondaires qui vont se retrouver donc avec une augmentation de leurs impôts de près de 40, presque 50 %, sur les taxes d'habitation. On peut remercier également les habitants de Saint-Malo qui vont se retrouver avec des taxes foncières qui vont augmenter, pas loin de 7 %. Donc c'est vrai, un budget courageux, oui, je pense qu'en augmentant comme ça systématiquement les impôts et les valeurs locatives, on n'a pas de gros soucis à se faire et je pense qu'il faut vraiment travailler sur les réductions de dépenses si on veut maintenir notre capacité d'investissement et cibler nos investissements également sur la réduction des consommations énergétiques, ce que je ne vois pas dans votre budget.

M. Gilles Lurton :

Je partage sur les réductions des consommations énergétiques, on va y revenir à propos de la délibération sur l'extinction de l'éclairage public, qui est une délibération obligatoire pour procéder à cette extinction. Je vous ferai un exposé de ce que nous pouvons dire sur ce sujet, il n'y a pas de difficultés. Sur l'investissement, je suis complètement d'accord qu'il faut maintenir l'investissement et il faut parvenir à trouver les moyens de rationaliser au mieux nos dépenses de fonctionnement pour y arriver. Sur l'augmentation des bases, je ne suis pas responsable de l'augmentation des bases à mon niveau de Maire, ce n'est pas moi qui décide de l'augmentation des bases, je décide de l'augmentation des taux.

M. Victor Richard :

Ou de la baisse des taux. Il n'y a pas que des augmentations.

M. Gilles Lurton :

Dans la situation que nous connaissons, nous, notre engagement, c'est de maintenir, de ne pas augmenter les taux d'imposition, c'est l'engagement que nous avons pris au début de ce mandat, c'est l'engagement que nous avons pris pendant la campagne électorale, nous le tenons et je dois vous avouer que ce n'est pas simple. Ce n'est pas simple d'en arriver là. Sur les bases, moi je ne suis pas celui qui fixe les bases. Sur l'augmentation de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, nous attendons d'abord les mesures gouvernementales, mais il y a de fortes chances que l'on puisse effectivement y recourir cette année. Moi, je pense que c'est une politique générale que nous avons à la fois de repeuplement de la ville de Saint-Malo. Une politique générale

que nous avons de participation à l'effort collectif d'aménagement de la ville, de restructuration des voiries, d'aménagement de l'assainissement.

Nous avons donc pris cette décision et nous la tenons. J'avais cru comprendre également, que dans le programme de votre liste figurait également ce poids, très largement puisque c'était à 60 %.

M. Victor Richard :

Oui, juste je voudrais rajouter une petite chose, il ne faut pas oublier que dans ces augmentations de base de taxes foncières sont impactées également les bailleurs sociaux qui n'ont pas la possibilité de répercuter systématiquement dans les loyers ces augmentations puisque les bailleurs sont limités à 3,5 % d'augmentation, donc ça va pénaliser quand même le développement du logement à Saint-Malo.

M. Gilles Lurton :

Oui, ça je verrai, mais je peux vous assurer que le développement du logement à Saint-Malo, nous y travaillons et il avance grandement. Nicolas, tu veux rajouter quelque chose ?

M. Nicolas Belloir :

Oui, je ne vais pas rajouter grand-chose, effectivement, quand on a présenté les orientations budgétaires, on était dans un contexte différent, dépendant là aussi d'un projet de loi de finances, d'un projet de programmation de loi de finances, qui visait à limiter l'évolution des dépenses de fonctionnement des collectivités. Entre le début novembre et le 15 décembre, il y a eu une évolution, quand on parlait dans ces orientations budgétaires d'un contexte législatif évolutif, incertain, on en a la traduction et ce qui démontre aussi la capacité de notre collectivité et des services à s'adapter parce qu'évidemment, ça change profondément la nature des choses, puisqu'au-delà des efforts que nous avons demandés, nous avons pu obtenir des recettes fiscales pour pouvoir permettre l'équilibre de ce budget primitif pour la ville de Saint-Malo. Il n'en reste pas moins que ces mesures, même si elles apportent des recettes supplémentaires, premièrement la collectivité, on va le voir dans une délibération, ne touchera pas aux taux d'imposition, ce qui correspond à l'engagement que nous avons pris. Et deuxièmement, même si on peut remercier des dispositions prises au niveau national qui ne sont pas de notre fait, il n'en reste pas moins les charges de fonctionnement et l'évolution des coûts de fonctionnement, que ce soit les fluides, les prestations de marchés ou les coûts d'électricité sont en nette augmentation. Qu'on n'est pas à l'abri de voir qu'en 2023 les choses puissent soit se stabiliser, s'améliorer, mais j'ai un petit peu de mal à y croire, mais on n'est pas à l'abri d'une dégradation non plus. C'est vrai que ça va demander des efforts constants pour tenir cet équilibre sur le budget primitif. Je rappellerai également que l'engagement de l'investissement ambitieux que nous portons, ce n'est pas simplement pour répondre aux objectifs et aux engagements que nous avons pris en 2020. Certes le respect de la parole donnée est une chose extrêmement importante, mais n'oublions pas non plus que dans les recettes d'investissement, il y a un certain cercle vertueux, c'est à dire que si nous n'investissons pas, évidemment ça peut pénaliser un certain nombre d'entreprises, parce que les collectivités n'investissent pas, mais que deuxièmement, plus une collectivité investie, plus elle récupère l'année suivante du fonds de compensation de TVA.

L'illustration de notre investissement n'est pas que sur 2023, c'est un objectif que nous portons depuis 2020 et je voudrais juste souligner que le fonds de compensation de TVA, qui est au budget primitif, était d'un 1,8 millions au BP 2022 et il est de 2,5 millions en 2023, ce qui prouve bien que la collectivité a tout intérêt à maintenir un niveau d'investissement important puisque derrière, ça génère des recettes supplémentaires et notamment celle du fonds de compensation de TVA c'est 700 000 euros supplémentaires d'inscrits au BP 2023.

M. Gilles Lurton :

Merci beaucoup. Monsieur Leconte a demandé la parole.

M. Jehann Leconte :

Merci Monsieur le Maire. Très rapidement, moi personnellement, je reste un petit peu sur ma faim sur la partie transition écologique. Bien sûr, vous avez souvent prononcé dans vos propos le mot environnement, ceci étant aujourd'hui, on attend toujours quand même la réduction du nombre de grues et la baisse de la bétonisation de la ville, avec en particulier quand vous dites on va lutter pour préserver l'espace vert aujourd'hui, les espaces verts sont plutôt en train de disparaître. Les espaces verts, aujourd'hui, ils ont, je pense bien du mal et c'est bien de planter des arbres mais ça serait aussi bien d'éviter peut-être d'en faire disparaître. C'est un premier point et un deuxième point qui me paraît très important sur lequel peut-être avez-vous prévu des choses mais peut-être que dans cette présentation, vous ne l'avez pas évoqué ; c'est un sujet qui préoccupe, je pense beaucoup de Malouins, ce sont les risques de submersion. J'ai assisté, il n'y a pas longtemps à une conférence d'un paléoclimatologue qui est venu à Saint-Malo faire une conférence sur les risques de submersion. Ce professeur, Laurent Labeyrie, est membre du haut Conseil Breton pour le climat et il a attiré l'attention des gens qui étaient présents en disant : attention le dernier rapport du GIEC montre que les risques encourus sont bien plus élevés que ceux qui étaient imaginés dans le précédent rapport et que là où les hypothèses de risques de submersion avaient été faites avec des hypothèses à 100 ans, de 60 cm, on était plutôt entre 1 mètre et 1,50 mètres et que ça veut dire qu'il faut probablement reprendre les études de risque de submersion avec ces nouvelles hypothèses parce qu'elles pourraient bien nous arriver beaucoup plus vite, notamment quant au risque de crue centennale. Le professeur spécialiste pensait que ces crues centennales nous arriveraient probablement à hauteur de 1 ou 2 d'ici 2050. C'est à dire qu'on est loin du centennal et que par conséquent, le risque n'est jamais certain, mais que peut-être, nous aurions intérêt à nous préparer à subir des phénomènes climatiques beaucoup plus importants que ceux qui étaient imaginés jusque-là et au moment où on continue à construire, et à construire en zone inondable, ce serait important, à mon avis, de reprendre toutes ces études. Ce professeur que j'ai eu au téléphone m'a fait la proposition de venir vous rencontrer pour pouvoir discuter de ces sujets avec les spécialistes de la ville et de voir s'il y avait lieu de faire ou de ne pas faire de nouvelles études.

M. Gilles Lurton :

Merci Monsieur Leconte. On va vous répondre, vous savez que la GEMAPI est pleinement prise en compte dans les compétences de Saint-Malo Agglomération. C'est la collectivité Saint-Malo Agglomération que je préside qui suit ce dossier, qui le suit au jour le jour, que ce soit à la fois pour la baie du Mont-Saint-Michel, en liaison avec le syndicat mixte du littoral qui a été créé pour cela et qui est aujourd'hui en pleine

exercice, que pour la ville de Saint-Malo, pour laquelle nous sommes en permanence en relation avec les services de l'État sur le dossier du plan de submersion marine qui date de 2017, qui dans le plan est révisable tous les 10 ans, mais qui fait l'objet de questionnements aujourd'hui sur lesquels nous travaillons au quotidien. Hier à la chambre du commerce nous avons encore eu une présentation de ce sujet et des évolutions, mais je laisserai Christophe Bastide répondre sur ce point. Sur le premier point, je voudrais que vous me listiez quel espace vert accessible aux Malouines et aux Malouins de façon permanente est actuellement supprimé ?

M. Jehann Leconte :

Je n'ai pas d'exemple particulier à vous donner, simplement il suffit de voir toutes les surfaces aujourd'hui où on fait disparaître de l'habitat individuel au bénéfice effectivement de ces collectifs et qui par définition mangent toute la partie verte de ces surfaces là et il y a donc du coup plein d'endroits où effectivement là on avait un taux de construction qui était peut-être de 30 à 40 % de la parcelle ; aujourd'hui cette parcelle est réduite quasiment à néant. C'est, prenez l'exemple de toute la construction rue Tréhouard. C'est le cas par exemple, mais il y en a plein d'autres.

M. Gilles Lurton :

Rue Tréhouard ?

M. Jehann Leconte :

Les constructions qui sont en cours au bout de la rue Tréhouard.

M. Gilles Lurton :

On construit 91 logements là et la plupart en pavillon, là où il y en avait 101 auparavant.

M. Jehann Leconte :

Oui, mais la surface bâtie prend beaucoup plus de place que précédemment.

M. Gilles Lurton :

Si vous vous souvenez de l'état de la situation dans laquelle était cet espace avant, je pense que le quartier ne fait qu'en gagner en qualité.

M. Jehann Leconte :

Je suis d'accord avec vous sur ce point.

M. Gilles Lurton :

En tout cas, il n'y avait aucun espace vert à cet endroit, il n'y avait que des surfaces goudronnées.

M. Jehann Leconte :

En attendant je pense que beaucoup de Malouins constatent aujourd'hui que, encore une fois, l'urbanisation est quand même très importante et que ça fait disparaître dans beaucoup de quartiers des jardins familiaux.

M. Gilles Lurton :

Alors écoutez Monsieur Leconte, je vous invite à venir participer à nos commissions d'urbanisme, à toutes. Je vous invite à venir à notre réunion du 20 décembre, de restitution. Il y aura 2 réunions successives, une à 16h, une à 19h ou 20h, je ne sais plus, mais enfin vous avez eu communication dans les mails que vous avez reçus aujourd'hui, dans lesquelles nous ferons la restitution des premières orientations du plan local d'urbanisme. C'est une discussion que nous avons, nous sommes en train de présenter un plan local d'urbanisme dans lequel nous souhaitons, et je l'ai dit à plusieurs reprises publiquement et dans cette enceinte également, limiter à 500 logements le nombre de logements construits par an. C'est un objectif que certains pourraient considérer comme très bas et que nous, nous voulons tenir parce que nous estimons que c'est déjà beaucoup et notre objectif, c'est justement de préserver à la fois la qualité patrimoniale des bâtiments que nous avons à Saint-Malo, et nous le ferons à travers l'étude patrimoniale que nous avons réalisée avec l'appui d'un cabinet d'études qui a été mandaté pour cela et qui a maintenant rendu son travail, mais nous le ferons aussi avec cette volonté de ne pas détruire, le moins possible de pavillons et cette volonté de préserver l'ensemble des espaces verts de notre ville. Croyez-moi, ça n'est pas facile à tenir, mais croyez-moi nous avons la volonté d'y parvenir et vous verrez si vous étiez venu avec moi avant hier à la réunion sur la ZAC de la Houssaye, la concertation sur la ZAC de la Houssaye, vous verrez combien la biodiversité dans ces secteurs, la préservation des espaces verts, de l'environnement va compter dans nos aménagements, à tel point qu'on nous a même demandé ce qui allait rester comme logements. Mais oui, il y aura aussi des logements. Christophe Bastide sur la GEMAPI, un mot ?

M. Christophe Bastide :

Merci Monsieur le Maire, Monsieur Leconte, évidemment, nous avons tous conscience de ces enjeux considérables à l'horizon 2100, c'est vrai que les prévisions du GIEC sont celles que vous avez indiquées. Elles sont confirmées, c'est à dire que les hypothèses qui étaient de 60 cm d'élévation du niveau de la mer ne sont aujourd'hui plus d'actualité. On est plutôt à un minimum d'un mètre et d'ailleurs les données du marégraphe de Saint-Malo qui permettent d'avoir des données statistiques sur de très longues périodes confirment cette accélération du niveau de la mer de façon très sensible puisqu'on a eu pendant de nombreuses années des augmentations de 0,2 millimètre par an et désormais c'est 5 millimètres par an. Donc c'est un phénomène qui est connu, dont nous avons parfaitement conscience puisqu'une des premières décisions du mandat a été de changer l'emplacement des réserves du musée lorsqu'on construit des réserves d'un musée, c'est pour plusieurs centaines d'années. Était-il raisonnable de prévoir la construction de réserves à une côte altimétrique de 5 quand la digue a une côte de 9 mètres, cela obligeait d'ailleurs à lever de 70 cm tout l'espace. Les réserves du musée vont être construites à une hauteur d'environ 45 mètres, bien éloignées du rivage. Vous avez aussi remarqué que l'hôpital est dans une zone qui est sensible, puisque la pharmacie centrale, les urgences, tous les services d'IRM, tous les services d'oncologie sont dans des zones dont les côtes sont assez faibles.

Un projet d'hôpital également se construit sur plusieurs décennies, voire siècles, ce sont des investissements de très long termes et les sites envisagés sont en altitude, donc l'intégration dans la réflexion des politiques publiques de cette contrainte forte, tout le monde l'a. Le mouvement, effectivement s'accélère c'est également une raison pour laquelle, il y aura une contrainte en termes de construction puisque à Saint-Malo, vous

avez la mer au Nord, vous avez la mer à l'Ouest et puis vous avez des zones qui, dans une centaine d'années, deviendront plus vulnérables. Tout le monde a pris conscience, le grand public a pris conscience également de ces éléments. Tout le monde a entendu parler de la loi climat et résilience, en particulier de l'article 239 qui parle de la stratégie nationale pour faire face au recul du trait de côte, parce que le vrai sujet, c'est ça, c'est le recul du trait de côte et il y a dans le décret d'application du printemps 2022 de nombreuses précisions qui ont été apportées. D'autres territoires sont beaucoup plus concernés que nous, je pense à la zone de Coutances, Agon-coutainville où des politiques de relocalisation ont commencé, on n'en est pas là à Saint-Malo, mais c'est vrai que notre région est vulnérable dans une grande partie du marais de Dol et une partie de Saint-Malo qui est en dessous du niveau de la digue. Aujourd'hui, tous ces ouvrages ont été transférés aux collectivités, en ce qui nous concerne, c'est l'Agglomération de Saint-Malo, avec la GEMAPI, sans transfert de moyens financiers considérables. Ces ouvrages ont fait l'objet de travaux avant un transfert de propriété, mais c'est vrai que dans toutes les politiques publiques, ce problème fondamental sera pris en compte, évidemment, ce n'est pas du tout quelque chose qui est en dehors des écrans radars, c'est intégré dans les politiques publiques et dans les décisions du mandat à Saint-Malo.

M. Gilles Lurton :

Très bien d'autres questions. Et bien, s'il n'y en a pas, je vais mettre aux voix ce budget primitif.

- - - - -

- 5 - Fixation des taux des impôts locaux pour l'année 2023

M. Belloir rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 6 - Révision des autorisations de programme et des crédits de paiement - exercice 2023

M. Belloir rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 7 - Tarifs 2023

M. Belloir rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- 8 - Echancier prévisionnel du versement de la subvention d'équilibre au CCAS

M. Belloir rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 9 - Modalités de reversement de la taxe d'aménagement par la Ville de Saint-Malo à Saint-Malo Agglomération

M. Belloir rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 10 - Création d'une aire de jeux dans le parc de la Briantais - Demande d'un fonds de concours à Saint-Malo Agglomération dans le cadre du pacte financier

M. Bastide rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 11 - Admissions en non-valeur - Exercice 2022

M. Belloir rapporte la délibération.

M. Gilles Lurton :

Je rappelle toujours que des admissions en non-valeurs sont toujours récupérables si la personne revenait à meilleure fortune ou était retrouvée.

- - - - -

- 12 - Constatation d'extinction de créance suite à des procédures de rétablissement personnel ou clôture pour insuffisance d'actifs

M. Belloir rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- 13 - ZAC Caserne de Lorette - Cession d'un terrain (ilot 10) au profit de SCCV KERLORETTE/OPH Emeraude Habitation

Présidence M. Crance.

M. Gilles Lurton :

Je vais demander à moi-même, Monsieur Besseiche qui est absent, Madame Laude qui est absente, Madame Moreau, Madame Pirot-Leprizé et Madame Tronel de bien vouloir sortir et je donnerai donc la présidence à Monsieur Jean-Virgile Crance.

Je ferai de même pour la délibération suivante, je resterai dehors, Madame Crance, Madame Laude, Madame Tronel, Madame Burgaleta-Bouvier et Monsieur Crance également ; donc pour la deuxième délibération, je donnerai la présidence à Florence Abadie.

M. Jean-Virgile Crance :

Merci Monsieur le Maire, je donne donc la parole à Mme Elodie Farcot-Jaffrelot.

Mme Farcot-Jaffrelot rapporte la délibération.

M. Jean-Virgile Crance :

Est-ce qu'il y a des questions sur cette délibération ? Monsieur Leconte ?

M. Jehann Leconte :

Merci, une question dans le contexte actuel de crise énergétique et écologique, on peut le dire, quelles sont les conditions particulières qui vont être imposées à ces logements pour faire des efforts, on va dire en matière à la fois de consommation d'énergie et de production d'énergie ?

M. Jean-Virgile Crance :

Je peux déjà préciser sur le projet global de l'éco-quartier de Lorette qu'on a un Smart Grid qui est prévu avec en effet une production qui va répondre à cette ambition d'économie sur les énergies renouvelables et les bâtiments eux-mêmes répondent bien sûr aux réglementations. Alors, je ne sais pas si on a des éléments complémentaires à préciser, mais en tout cas, s'il y a bien un quartier et un projet qui intègre tous ces éléments c'est bien celui-là. Je crois qu'il va être très novateur.

M. Jehann Leconte :

Cela ne m'a pas échappé, simplement, j'ai en tête que le Smart Grid ne concernait pas l'ensemble des logements, mais seulement une partie et que donc la question peut se poser sur ce lot-là.

M. Christophe Bastide :

Ce qu'on peut dire, c'est qu'effectivement ce quartier est le quartier où il y a eu la mise en œuvre la plus ambitieuse en matière de réduction des consommations, en matière de production, c'est un exemple qui pourra peut-être être reproduit ailleurs en ville, dans de nouveaux quartiers, peut-être dans la ZAC de la Houssaye. En tout cas, il n'y a pas possibilité de faire plus ambitieux qu'à cet endroit-là. C'est à Saint-Malo, le premier exemple.

M. Jehann Leconte :

Si je peux me permettre, je ne veux pas insister, mais j'entends bien les efforts qui ont été faits sur ce quartier ; simplement quand on a vu qu'on avait des craintes sur l'eau, on a des craintes sur l'énergie et que l'autre jour, on a évoqué lors d'une réunion précédente, la possibilité, par exemple, d'imposer des dispositifs de récupération des eaux de façon à pouvoir éventuellement récupérer ces eaux et les utiliser dans l'habitat, je trouve que lorsqu'on fait des opérations immobilières, c'est le moment ou jamais de pouvoir gérer, imposer ce genre de mesures qui permettent effectivement, demain, de peut-être moins subir les conséquences de toutes ces crises.

M. Jean-Virgile Crance :

Marie Burgalet nous précise que cela a été intégré au projet. Je rappelle que lors des commissions d'urbanisme, on a bien souvent des présentations, y compris avec les promoteurs, présentations des projets et c'est là d'ailleurs où les discussions sont engagées et c'est très souvent, pour ne pas dire quasi systématiquement, que sont exprimées les exigences de l'équipe municipale. Vous êtes invités bien sûr à y participer, aussi, activement. Merci. Alors s'il n'y a pas d'autres questions ou remarques, je mets au vote.

Florence je te passe la main.

- - - - -

- 14 - Secteur des Talards - Avenant n° 1 au protocole de cession au profit de la SA HLM La Rance en vue de la réalisation d'un immeuble de bureaux et 39 logements

Présidence Mme Abadie.

Mme Florence Abadie :

Merci Jean Virgile. Alors qui est-ce qui sort ? Caroline Crance, Marie Burgalet, et toi. Je laisse la parole à Frédéric Lambert.

M. Lambert rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 15 - Projet Urbain Partenarial Frange Sud Rotheneuf - Résiliation du Projet Urbain Partenarial et convention de résiliation entre la Ville de Saint-Malo et la société BATIMALO

Mme Burgalet-Bouvier rapporte la délibération.

M. Gilles Lurton :

Merci Madame Burgalet. Est-ce qu'il y a des questions sur ce dossier compliqué ? Monsieur Richard ?

M. Victor Richard :

Juste faire un petit point d'avancement sur ce dossier, savoir où vous en êtes actuellement ?

M. Gilles Lurton :

Bien écoutez, nous continuons de travailler l'engagement que nous avons pris dès le début du mandat, de préserver l'ensemble des zones humides de ce secteur. Nous avons donc mandaté un cabinet spécialisé dans le répertoire des zones humides du secteur pour les indiquer sur plan et faire en sorte qu'elles soient toutes répertoriées, y compris celles qui auraient été détruites mais qui pourraient éventuellement réapparaître et en fonction de cela, notre intention est de réélaborer un nouveau projet là où nous pourrions construire, c'est à dire sur beaucoup moins, je ne suis pas capable de vous dire combien aujourd'hui, mais cela sera certainement très fortement moins que ce qui était prévu dans le projet initial ; et de faire cela en parfaite concertation avec les associations que nous invitons à chaque réunion d'avancée du dossier pour que tout se fasse dans la plus grande transparence et j'allais dire qu'on réussisse à sortir de ce dossier qui n'est pas simple. Pour le moment, à ma connaissance, il n'y a plus de contentieux. Il y a des terrains qui sont actuellement étudiés. Il y a une nécessité de modification du PLU pour pouvoir avancer, que nous sommes en train de faire, ça fait partie de la nécessité de réviser le PLU. Le PLU actuel date de 2006 et aujourd'hui l'État refuse d'autres modifications du PLU, des modifications partielles. Il considère que au fur et à mesure des années, les différentes municipalités ont épuisé toutes leurs possibilités de modifications partielles du PLU, d'où la nécessité de revoir complètement le PLU, ce qui est un travail aussi extrêmement fastidieux que nous menons avec cet objectif. Moi j'aurais souhaité qu'il soit, qu'il puisse être bouclé, mais c'était beaucoup trop ambitieux, avant la fin 2022. J'espère, ce n'est pas simple, je ne veux pas prendre cet engagement, mais j'espère le boucler d'ici la fin du premier semestre 2023. C'est avec cet objectif que nous travaillons actuellement mais je vois bien que pour les services, c'est une charge très lourde et qu'il faut assumer. C'est un objectif, nous verrons. Alors, une fois que nous aurons, si nous y parvenons à la fin du premier semestre 2023, le PLU ne sera pas encore définitivement adopté. Nous avons, après 6 mois de concertation, des personnes publiques associées, c'est à dire que nous demandons l'avis, par exemple à l'État, et c'est là où les objectifs de logement, l'application des textes loi climat et résilience, et autres, entrent en jeu. Donc tout ça fait partie du travail que nous devons mener, mais en tout cas, nous avons vraiment cette volonté et je crois que l'association, qui a fait son recours, que ce soit Bretagne Vivante ou Rothéneuf Environnement pourraient le dire, enfin, je l'espère. En tout cas, nous avons vraiment cette volonté de travailler en pleine concertation avec toutes les parties pour essayer d'éviter ce qui s'est passé. C'est un long chemin.

- - - - -

- 16 - Allée Van Gogh - Acquisition d'emprises auprès de Mme LEMONNIER

M. Feige rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- 17 - Rue des œillets - Cession d'un mur de clôture au profit de l'indivision MARCAIS

Mme Crance rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 18 - Cession d'une emprise foncière au profit de Monsieur TETAZ et Madame ISRAEL - projet Plateau des Anglais

M. Séné rapporte la délibération.

M. Gilles Lurton :

Merci beaucoup Monsieur Séné, est-ce qu'il y a des questions ? Oui, Monsieur Richard.

M. Victor Richard :

Ce prix de 10 € du mètre carré a été défini comment ?

M. Hubert Séné :

Dans le détail de la délibération, il y a une étude des domaines qui a jugé ce prix de 10 €, comme une bonne moyenne du tarif donc ce sont les domaines effectivement.

M. Gilles Lurton :

Effectivement en général on vend toujours au prix d'évaluation par les domaines.

- - - - -

- 19 - Quartier de Quelmer - Suppression du chemin privé n° 46

M. Flaux rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 20 - Convention de servitude pour passage de canalisation électrique souterraine avec ENEDIS - Avenue du Miroir aux Fées

Mme Tronel rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- 21 - Convention de servitude pour passage de canalisation électrique souterraine avec ENEDIS - 26 rue de la Grassinais

Mme Tronel rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 22 - Convention de servitude pour passage de canalisation électrique souterraine avec ENEDIS - Rue de la Ville au Roux

Mme Tronel rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 23 - Convention de mise à disposition de l'hippodrome de Saint-Malo au profit de la société des courses de Saint-Malo côté d'Emeraude - Avenant n° 4

M. Bastide rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

M. Gilles Lurton :

Merci Monsieur Bastide. Donc vous avez compris que la précédente convention avait une durée de 20 ans, elle se termine au 31 décembre 2022. Comme nous avons des discussions encore à avoir avec la société des courses sur la nouvelle convention que nous souhaitons signer avec eux, nous vous proposerons une nouvelle convention en principe au Conseil Municipal du 9 février. Donc d'ici là, il faut signer un avenant puisqu'il va s'écouler le mois de janvier et une petite partie du mois de février, pour prolonger la convention qui est actuellement en cours.

- - - - -

- 24 - Création de la société publique locale "Bretagne Plaisance"

- 25 - Avenant n° 10 au cahier des charges réglementant la concession à la Ville de Saint-Malo de l'établissement et de l'exploitation du port des Sablons - Port de plaisance de Saint-Malo

- 26 - Mise à disposition de la directrice du port de plaisance auprès de la Société Publique Locale "Bretagne Plaisance"

M. Gilles Lurton :

Sur les délibérations numéros 24 et 25, je vais me permettre juste un petit mot d'introduction avant de donner la parole à Monsieur Crance.

Vous savez que la concession que nous avons sur le port de plaisance des sablons se

termine au 31 décembre 2022. Le port de plaisance des bas sablons est une propriété du Conseil régional de Bretagne qui, jusqu'à présent, l'avait concédé à la ville de Saint-Malo. En même temps, se termine la concession par le Conseil régional de Bretagne, qui en est propriétaire, à la chambre de commerce et d'industrie du port de plaisance du bassin Vauban. À partir de là, le Conseil régional de Bretagne, propriétaire du port de plaisance, avait 3 possibilités : ou bien une délégation de compétences pour la gestion de ces 2 ports à la ville de Saint-Malo et pour ce qui nous concerne, nous étions favorables et candidat à cette délégation de compétences. Ou bien un marché de délégation de service public, c'est à dire il fait un appel d'offre et puis il délègue à la personne, au mieux-disant, la concession. Ou bien la création d'une société publique locale. Le Conseil régional de Bretagne a fait le choix de la création d'une société publique locale pour les 2 ports de plaisance : le port de plaisance des sablons et le port de plaisance du bassin Vauban. Ce n'était pas notre choix n°1, mais c'est la propriété du Conseil régional de Bretagne et c'est donc à lui de décider la façon avec laquelle il entend gérer ces 2 ports de plaisance mais également les ports de plaisance de Bretagne puisque je crois comprendre que c'est l'intention du Conseil régional de Bretagne. Nous nous sommes donc inscrits dans le cadre de cette démarche parce que nous pensons important, même primordial, que la ville de Saint-Malo se préserve un accès à la gestion de ces 2 ports qui sont extrêmement complémentaires et qui sont, de notre point de vue, un atout pour la ville de Saint-Malo, également pour la Bretagne tout entière, ce que je comprends parfaitement bien ; donc ça veut dire que nous rentrerons dans cette société publique locale. Voilà, je laisse la parole à Jean-Virgile Crance.

M. Crance rapporte la délibération n°24.

M. Gilles Lurton :

Je vais vous demander si vous avez des observations ou des questions sur cette délibération ? Oui, Monsieur Richard, allez-y.

M. Victor Richard :

Sur la dernière phrase, comment on va s'assurer, dans le cadre de ce pacte d'associés, que l'équipe malouine continuera à gérer les 2 ports de Saint-Malo ? Parce qu'on va forcément avoir une dilution à un moment ou un autre avec l'arrivée des autres ports de Bretagne, et qu'est-ce qui est prévu dans le mode de fonctionnement sur le sujet ? Je ne pense pas que les Malouins aient envie de voir les ports de Saint-Malo gérés par un membre du Conseil régional, qui aura 4 ou 5 ports à gérer. Donc comment ça va se passer ?

M. Jean-Virgile Crance :

Alors, ce qui est clair, c'est que la direction générale, qui est en finalisation de recrutement, aura la direction générale, et le mandat social d'ailleurs, de la SPL. Donc, ce qui veut dire que, à terme, cette direction générale aura en charge Saint-Malo mais pourra avoir aussi en charge d'autres ports bretons qui intégreraient la SPL. Donc on aura bien une direction générale qui, elle, pilotera les différents ports qui seront parties prenantes de la SPL, avec du coup les différents actionnaires. Quand vont rentrer bien sûr des actionnaires, il y aura à un moment une dilution du capital par rapport, en effet, à cette rentrée de nouveaux actionnaires. C'est d'ailleurs probablement un des avantages que nous avons, alors on a peut-être l'inconvénient d'essuyer les plâtres ou d'être pilote, mais on va avoir aussi l'avantage quand même d'avoir déjà une première

période de travail avec le seul actionnaire principal, la région Bretagne et probablement cette période sera la première période, où on va pouvoir engager les différents travaux et acter les éléments de projet. Et d'ailleurs, j'aurais pu préciser aussi dans le projet des sablons, sur extension-rénovation, que la base nautique au niveau de la piscine du Naye fait partie aussi des discussions sur laquelle la région s'est aussi engagée dans le cadre de la SPL.

M. Gilles Lurton :

Voilà, est-ce qu'il y a d'autres questions ? Oui, Monsieur Flaux.

M. Pascal Flaux :

Jean-Virgile, moi, j'avais juste une question par rapport aux recettes dont tu as parlé, est-ce que ces recettes resteront bien pour les ports de Saint-Malo ? Dans l'antenne de Saint-Malo ?

M. Jean-Virgile Crance :

Alors c'est ce qui a été, en effet, déterminé. Je vais me permettre de faire un petit parallèle avec la SPL tourisme qu'on a à Saint-Malo, puisqu'on a cette expérience au sein de la SPL tourisme, aujourd'hui. Il y a bien une seule SPL, mais on a bien une comptabilité analytique avec d'un côté un palais des congrès et de l'autre côté des activités de bureau touristique. Et aujourd'hui, on est en totale capacité de bien faire la part des choses et je le dis en regardant Nicolas, qui en est le président, mais il y a bien cette comptabilité analytique entre les 2 activités au sein de la même société. Donc quand on dit qu'en effet, ce qui est à Saint-Malo va rester à Saint-Malo, on aura demain quand un autre port rejoindra cette SPL, on aura la capacité, bien entendu, d'identifier et de flécher, en effet, ces éléments financiers pour Saint-Malo. Et ça, cela a été très clairement acté avec la région Bretagne, mais on peut imaginer de toute manière que demain, un autre port Breton viendra nous rejoindre, il aura très probablement la même préoccupation et les mêmes attentes, et c'est ce que la région a bien intégré dans son schéma de développement.

M. Gilles Lurton :

Merci. D'autres questions ? S'il n'y en a pas avant de mettre aux voix le principe de la création de cette société publique locale, d'approbation du projet de statut de répartition du capital social, de la participation de la ville de Saint-Malo, je vais d'abord demander à Monsieur Jean-Virgile Crance s'il veut bien quitter la salle ?

Ensuite, je vais vous demander si vous m'autorisez à recourir au scrutin public pour la désignation de notre représentant au sein de la société publique locale. Est-ce qu'il y a des oppositions à ce que je recoure au scrutin public pour cette désignation ? Il n'y en a pas. Est-ce qu'il y a des abstentions ? Il n'y en a pas. J'ai donc reçu la candidature de Monsieur Jean-Virgile Crance pour siéger au Conseil d'administration de la société publique locale. Je mets donc aux voix la candidature de Monsieur Jean-Virgile Crance. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Est-ce qu'il y a des abstentions ? Il n'y en a pas. Monsieur Crance est donc désigné pour siéger au Conseil d'administration de la société publique locale.

Pour ce qui concerne l'Assemblée générale de la société publique locale, l'actionnaire, les actionnaires sont membres de droit, donc je suis membre de droit et je suis en droit de désigner le représentant que je souhaite pour me remplacer si je ne peux pas y être.

Donc je vais mettre maintenant aux voix la délibération de création de la société publique locale Bretagne port de plaisance. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Il n'y en a pas. Est-ce qu'il y a des abstentions ? Il n'y en a pas.

On va désigner un censeur, je vous propose la candidature de Monsieur Armel De Lesquen qui a suivi les dossiers du port de plaisance jusqu'à présent et qui s'y est beaucoup investi. Est-ce qu'il y a des oppositions à ce que nous désignons Monsieur De Lesquen ? Il n'y en a pas. Des abstentions ? Il n'y en a pas. La candidature de Monsieur De Lesquen est adoptée. Donc je remets aux voix la création de la société publique locale bretonne présente dans ces conditions. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Il n'y en a pas. Des abstentions ? Il n'y en a pas. La délibération est adoptée. Cette fois-ci, Monsieur Crance peut rentrer. Donc félicitations, tu as été désigné pour représenter la ville au sein du Conseil d'administration de la société publique locale et Monsieur De Lesquen a été désigné comme censeur.

Alors, après la délibération n°25, elle a déjà été rapportée par Monsieur Crance, sauf si tu as quelque chose à rajouter ? Donc, est-ce qu'il y a des questions ou des observations ? Des oppositions, il n'y en a pas. Des abstentions, il n'y en a pas. La délibération est donc adoptée.

La délibération n°26, il s'agit de la mise à disposition de la directrice du port de plaisance, c'est Madame Dominique Bonnel, auprès de la société publique locale Bretagne plaisance, dans l'attente de l'arrivée du nouveau directeur qui a été recruté mais qui a un délai, je pense qu'il devrait être là à partir du 1^{er} mars. Est-ce qu'il y a des oppositions à ce que nous désignons Madame Bonnel pour participer à la création de ce nouvel outil ? Il n'y a pas d'opposition. Des abstentions, il n'y en a pas. Il en est donc ainsi décidé et je vous remercie.

- - - - -

- 27 - Rapport annuel 2021 de la commission communale pour l'accessibilité

M. Perrin rapporte la délibération.

M. Gilles Lurton :

Merci beaucoup Guillaume et merci pour tous ceux, élus et services qui travaillent au fonctionnement de cette commission d'accessibilité. C'est extrêmement important. Nous sommes engagés dans une Ad'AP, un agenda d'accessibilité programmé d'une durée de 9 années, nous sommes dans les 3 dernières années d'application de cet Ad'AP et nous contrôlons vraiment toute l'évolution des travaux d'accessibilité à travers un taux d'accessibilité qui évidemment s'améliore d'année en année, mais le travail est tellement fastidieux dans ce domaine, il ne faut évidemment jamais renoncer.

Je rappelle que la loi de 2005 qui avait été votée à l'initiative de Jacques Chirac parle de l'accès des personnes en situation de handicap à tout endroit en pleine autonomie, cela

veut dire sans aide extérieure, c'est très important. Et donc on voit bien l'ampleur du travail qui reste à faire dans toutes les collectivités de ce pays et nous ne renoncerons pas.

J'invite toute personne qui le souhaite à s'associer à la Commission d'accessibilité parce ce sont vraiment des travaux très intéressants auxquels participent toutes les associations de personnes en situation de handicap.

- - - - -

- 28 - Extinction de l'éclairage public sur le territoire de la commune

M. Perrin rapporte la délibération.

M. Gilles Lurton :

Voilà, donc à partir du 19 décembre, c'est la date que nous avons arrêtée, nous éteindrons la lumière entre 1h30 et 5h30 le matin. Puis petit à petit, des crédits d'investissement sont prévus au budget, Guillaume l'a très bien rappelé, nous équiperons la ville de façon à pouvoir pratiquer une gestion différenciée sur l'ensemble de la ville. Pour ce qui concerne les illuminations, Guillaume a parlé des illuminations permanentes sur les monuments historiques, nous avons également aligné les horaires des illuminations de Noël sur les horaires des illuminations des monuments historiques, c'est à dire qu'elles sont maintenant éteintes dès 22h, en sachant que les illuminations de Noël, elles ont largement été anticipées en matière de consommation, puisqu'il ne s'agit plus que de LED extrêmement peu consommatrices d'électricité. Je pourrais rajouter que ce plan de sobriété ne s'arrête pas à la politique de l'éclairage public, que nous allons mettre en œuvre à partir de maintenant, puisque nous avons pris aussi des décisions pour ce qui concerne les bâtiments publics, avec une décision d'abaisser la température de l'ensemble de notre patrimoine à 19°C. Dans cette salle de conseil municipal, la température ne dépasse plus 19°C. A par là où on a réchauffé un petit peu l'atmosphère, mais je peux vous assurer que pour certaines réunions on a parfois un peu froid. Enfin, il faut se couvrir un petit peu, c'est ce que j'ai fait ce soir. Pour les foyers logement, on sera un petit peu plus dessus parce qu'on a la fragilité de certaines personnes qui nous oblige à faire quand même attention. La nuit nous réduisons à 16°C, les salles de sport seront limitées à 15°C et la fosse de plongée à 20°C. On a décalé l'allumage des chauffages, on a eu de la chance cette année, il faut bien le reconnaître puisqu'on a pu le repousser de plus d'un mois, soit au 7 novembre 2022, je rappelle qu'en 2020, il avait fallu le mettre en marche le 28 septembre. Nous supprimons tous les radiateurs d'appoint. Nous condamnons évidemment les chauffages électriques en saison de chauffe, nous travaillons sur le relamping en LED de l'ensemble des éclairages de tous les bâtiments, des luminaires. Nous travaillons aussi sur la séparation des commandes d'éclairage pour tous les locaux permettant de limiter le fonctionnement à un minimum de points lumineux selon les besoins, c'est à dire qu'on diminue le nombre de points lumineux allumés. Et au BP 2023, nous avons proposé une somme de 221 000 € pour poursuivre le passage en LED sur l'ensemble des sites.

L'amélioration de la performance énergétique aussi dans le cadre du programme 1 000 écoles pour lequel vous avez déjà eu l'occasion de délibérer et sur lequel nous sommes aidés par la banque des territoires. La sobriété concerne aussi l'urbanisme puisque le PADD qui a été adopté lors du Conseil municipal du 8 novembre dernier et

prochainement le plan local d'urbanisme, vise à consommer moins de surface par la reconstruction de la ville sur elle-même. J'allais dire que la loi nous l'impose également, mais en matière de sobriété, cela compte aussi beaucoup. En matière d'eau, nous mettons en place depuis déjà un petit bout de temps, une gestion différenciée des espaces verts favorisant les plantations locales les moins consommatrices d'eau. Nous supprimons les fontaines décoratives de la ville, nous supprimons les douches de plage et nous menons une réflexion actuellement sur le maintien des suspensions fleuries que nous avons dans les cœurs de ville. Il faut quand même laisser un petit peu de décoration aussi, mais enfin, il y a des choses auxquelles il faut que nous nous habituions. Sur les mobilités, nous poursuivons notre travail sur le plan vélo, Nicolas l'a rappelé tout à l'heure dans le cadre du budget, nous renouvelons l'ensemble du parc de véhicules de la ville, évidemment pour favoriser une motorisation électrique des véhicules et nous déployons dans les services de la ville un parc de vélos électriques, qui, je le remarque, sont de plus en plus utilisés. Il faut quand même le dire à une époque, ce n'était pas tellement utilisé, là je remarque quand même que les vélos électriques sont utilisés. Sobriété numérique, renouvellement du parc informatique favorisant les matériels basses consommation, et nous menons une réflexion aussi sur ce sujet et Jean-Virgile nous a parlé il y a quelques instants de l'action du plan port propre pour les ports de plaisance, passage en LED des éclairages, installation de bornes électriques intelligentes, les coupures de l'éclairage extérieur du bureau du port. Toutes les mesures de sobriété sont exploitées. Cela va jusqu'à la carte de vœux que nous faisons tous les ans, cette année la carte de vœux sera numérique. Les adjoints n'auront pas de carte de vœux papier. J'en conserverai un petit nombre pour celles qui sont indispensables mais très petit. Le reste sera numérique. C'est toute une série de mesures de ce type qui sont explorées. Nous allons diminuer le nombre de Saint-Malo magazines compte-tenu de l'augmentation du coût du prix du papier. Développer, évidemment, le lien Malouin, qui est un bon support de sobriété également et je vous invite tous à le télécharger. Je crois que tout ça ne pourra fonctionner que si chacune et chacun prend sa part de responsabilité dans ce domaine. Cela va jusqu'à penser quand on quitte une salle à éteindre la lumière en sortant, cela paraît évident, ce n'est malheureusement pas toujours le cas, donc je préfère le dire ainsi, mais c'est comme cela que nous y arriverons. Voilà les décisions que nous avons prises en matière de sobriété. Je vous laisse maintenant la parole si vous le souhaitez. Est-ce qu'il y a des questions ? Des observations ? Oui, Monsieur Leconte.

M. Jehan Leconte :

Bien. Je salue cet effort fait en matière de réduction de l'éclairage que nous avons appelé à plusieurs reprises dans nos vœux. Donc ça c'est vraiment très bien. C'est plutôt des questions d'ordre très pratique, du coup que j'aurais à poser, je n'ai pas bien compris l'alinéa du milieu que l'éclairage public sera éteint. C'est éteint ou supprimé ? Je ne suis pas sûr d'avoir bien compris.

M. Gilles Lurton :

L'éclairage public serait éteint entre 1h30 et 5h30.

M. Jehan Leconte :

Oui, ça, j'ai bien compris, c'est le premier point. Mais le deuxième, c'est que l'éclairage public sera éteint totalement sur certains axes de circulation. C'est éteint ou supprimé en fait ?

M. Guillaume Perrin :

Oui, il ne s'agit pas d'une mesure irréversible, mais il s'agit d'une extinction. D'une extinction totale pérenne, au-delà de la période de cœur de nuit qui s'appliquera à toute la ville.

M. Jehan Leconte :

Est-ce qu'on pourrait avoir juste alors une explication concernant les quartiers d'habitation ? Comment ça va se passer avec les habitants ? Est-ce qu'il va y avoir une concertation avec les habitants sur les choix de ce qui va être éteint ou les plages horaires ? C'est une première question et deuxième question corollaire à l'ensemble, c'est, quid des zones commerciales dont on a déjà parlé, qui ne sont pas forcément de la responsabilité de la ville, je le sais bien. Mais néanmoins, c'est quand même aujourd'hui dans les pollutions lumineuses qui se voient de loin, les zones commerciales à mon avis les plus polluantes. Donc quid de cet aspect.

M. Gilles Lurton :

Alors je vais répondre sur la deuxième partie de la série, Guillaume va répondre sur la première partie. Sur les zones commerciales où oui, vous avez complètement raison, j'espère d'abord que l'exemple que l'on va donner va faire tache d'huile sur ces zones commerciales, les parkings, je le souhaite très fortement. Je ne peux pas me substituer aux propriétaires des espaces, des zones commerciales pour les obliger à éteindre, ceci étant, il y a des éléments qui me paraissent particulièrement nuisibles à la fois sur la consommation d'éclairage public mais également pour la biodiversité. Ce sont les enseignes lumineuses, les immenses enseignes lumineuses que nous avons parfois un peu partout qui fleurissent et que nous avons l'intention de réglementer très rigoureusement à travers le règlement local de publicité sur lequel nous travaillons actuellement. Il me semble qu'on a déjà eu une délibération le mois dernier sur ce sujet et au mois de février nous serons conduits à vous soumettre un nouveau plan, un nouveau règlement local de publicité qui prévoira bien la suppression de ce type d'enseigne. Voilà sur la première partie, Guillaume, tu veux prolonger ?

M. Guillaume Perrin :

Oui, merci alors effectivement l'élaboration de ce plan de gestion différenciée de l'éclairage public se fera en concertation avec les habitants, selon des modalités qui n'ont pas encore été arrêtées. Est-ce que nous associerons les comités de quartier avec lesquels il y a eu un premier échange ? Est-ce que nous procéderons quartier par quartier, à une consultation plus étendue par courrier, par réunion publique ? On n'a pas encore arrêté les modalités de la concertation et la méthode de travail, sachant que ce plan de gestion différenciée comprendra, compte tenu des paramètres que j'ai évoqués tout à l'heure, devrait comprendre une cartographie différenciant les zones d'habitat, les lotissements, les axes structurants, les zones d'activité et les centres villes cœur de ville, chacune de ces 4 catégories ayant vocation à faire l'objet d'un traitement distinct. Par ailleurs, ce plan de gestion comportera également une modulation dans le temps, de façon à bien prendre en compte les circonstances des grands événements de la période estivale. Voilà ce qu'on peut en dire aujourd'hui, le travail est devant.

M. Gilles Lurton :

Moi je suis favorable à la concertation la plus large possible, évidemment, donc il faut travailler un petit peu avant pour avoir quelque chose de particulier à soumettre si vous voulez différencier. Dans un premier temps, extinction puis gestion différenciée avec concertation dans les quartiers. Je pense que l'expérience sur l'extinction va beaucoup nous apprendre déjà sur la suite que nous pouvons donner. Madame Abadie avait quelque chose à dire pour compléter sur les enseignes.

Mme Florence ABADIE :

Je disais qu'avec Guillaume Perrin, nous avons sollicité la police municipale pour recenser les commerces qui n'éteignaient pas leur lumière la nuit, pour ceux qui le doivent et pour les sensibiliser. Dans un premier temps, leur demander de mettre en place des extinctions de leur lumière la nuit.

- - - - -

- 29 - Convention de gestion des espaces de stationnement sur le domaine public portuaire de Saint-Malo - avenant n°3

M. Perrin rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 30 - Contrat de délégation de service public du stationnement payant sur voirie et en enclos de surface - avenant n° 6

M. Perrin rapporte la délibération.

M. Gilles Lurton :

Monsieur Bigaud avait une question ou une intervention.

M. Florian Bigaud :

Merci Monsieur le Maire. Je tenais à m'exprimer sur cet avenant afin d'expliquer mon vote. Le 5^{ème} point de cet avenant prévoit de dispenser le délégataire de déposer des avis de FPS, autrement dit un papier informant que l'on a été verbalisé pour défaut de paiement. L'objectif, nous le savons, est de permettre aux délégataires l'utilisation d'une voiture relevant les plaques d'immatriculation et donc de verbaliser un maximum de véhicules en infraction sur le stationnement payant. Je suis un défenseur d'une politique répressive en parallèle d'une politique préventive, mais dans le cas présent, le système de la voiture a un gros inconvénient. Je vais prendre quelques exemples : un petit enfant qui déposerait sa grand-mère en bas de son immeuble, qui prendrait juste le temps de l'accompagner jusqu'à l'ascenseur ou même de lui monter ses courses et de repartir immédiatement, temps de stationnement par exemple 5 minutes, si la voiture passe à ce moment-là, il sera verbalisé sans le savoir.

Quelqu'un qui passe prendre une personne pour un covoiturage, il sera dans la voiture, ce que ne relèvera pas le système de lecture automatique et il sera verbalisé. Une simple personne à l'arrêt dans son véhicule pour une raison ou pour une autre, car on

parle de stationnement payant, sauf erreur de ma part, dans le code de la route, un véhicule à l'arrêt n'est pas en stationnement. Une personne qui passerait chez un commerçant juste pour du click and collect par exemple ce que nous avons encouragé suite à la COVID. Il y a diverses raisons qui poussent un automobiliste, légitimement, à ne pas prendre de billets pour un laps de temps très, très court. Aujourd'hui quand c'est le cas, les gens regardent s'ils voient un agent verbalisateur et s'ils envoient un, ils vont lui expliquer la situation par exemple. Là, ils ne pourront plus le faire et ils recevront une amende quelques jours après. Je pense aussi à l'image que nous laisserons à nos touristes, qui, ne l'oublions pas, font vivre une bonne partie de notre économie locale. Touristes, donc, qui après avoir passé un bon séjour à Saint-Malo auront la jolie carte postale qui les attend dans leur boîte aux lettres à leur retour de vacances chez eux, alors qu'ils ne se douteront de rien car n'auront rien eu sur leur pare-brise. Enfin, tout cela risque de submerger nos services, et je pense tout particulièrement à la police municipale, d'appels et de courriers de réclamation car les gens n'auront pas eu de papier sur leur pare-brise les avertissant de leur infraction. C'est pour l'ensemble de ces raisons que je voterai contre cet avenant au contrat de délégation de service public avec la société Effia.

M. Guillaume Perrin :

Je souhaiterais apporter quelques précisions. Alors tout d'abord sur les exemples cités par mon collègue il y a un certain nombre de cas où manifestement les infractions ne seront pas relevées, on a affaire à des agents de constatation, donc ils lisent les plaques d'immatriculation des véhicules stationnés. Ils savent ce que c'est, ils connaissent la distinction entre l'arrêt et le stationnement. Je pense qu'il y a déjà donc sur la liste qui a été donnée, un certain nombre de cas qui seront traités à ce niveau-là. Le dispositif, il ne s'agit pas d'automatisation complète mais effectivement, le nouveau dispositif de contrôle permettra d'utiliser au mieux l'outil que constitue le lecteur automatique de plaques d'immatriculation, dont peuvent être équipés les véhicules et ce dispositif présente des avantages substantiels. Je m'explique, le contrôle et l'établissement des forfaits post stationnement constitue un dispositif qui répond à de multiples enjeux, il s'agit de dégager un équilibre optimal entre attractivité du stationnement, parce qu'il ne s'agit pas non plus dès lors qu'on a des capacités de stationnement et un contrat avec un délégataire, que les parcs soient vides alors que des disponibilités existent. Rotation et disponibilité des places en fonction des besoins des différents types d'usagers et effectivement respect des tarifs réglementés par les usagers. Ce dernier constitue un point essentiel pour que le service fonctionne de manière équilibrée et que les recettes dégagées correspondent d'une part, aux sommes budgétées par la ville en recette, d'autre part au produit du compte d'exploitation prévisionnel convenu entre la ville concédante et son délégataire. Dans ce contexte, le contrôle par lecteur automatique de plaques d'immatriculation embarqué sur des véhicules équipés à cet effet présente des avantages substantiels. Il vient se substituer partiellement, seulement d'ailleurs, aux relevés effectués aujourd'hui exclusivement à pied par des équipes de 3 agents minimum avec pause systématique aujourd'hui de papillons d'informations. Mais au-delà de son efficience intrinsèque, ce dispositif permettra de limiter les incivilités, injures et autres menaces, et de réduire les réactions violentes à chaud que connaissent ces agents. Les réclamations se traitant à posteriori à la maison du stationnement en lien avec l'Agence Nationale qui émet les forfaits post stationnement et les adresse, comme c'est le cas aujourd'hui, aux personnes concernées. Ce dispositif permettra de faciliter, parce qu'aujourd'hui les recettes en matière de stationnement, pas seulement de forfait

post stationnement, mais en matière de stationnement, le taux de respect a décru sensiblement c'était en grande partie lié à la période COVID, mais ce taux n'est pas remonté et effectivement, le recrutement des agents de cette spécialité s'avère difficile. C'est un métier en tension et ce nouveau mode de travail est de nature à éviter de les exposer à des risques inutiles qu'ils n'ont pas vocation à assumer et à d'ailleurs désengorger de ce point de vue, peut-être des appels en renfort qui sont amenés à effectuer auprès des services de police, municipale ou police nationale. Ce dispositif est un dispositif qui est adopté dans de très nombreuses villes, actuellement, je suis personnellement les recours, je ne parle pas des recours en termes de stationnement interdits, en infraction de stationnement gênant et qui sont une activité, une charge lourde de notre police municipale ; mais pour les difficultés qui apparaissent et qui sont liées au fonctionnement du stationnement réglementé, on est dans quelque chose de tout à fait limité et je ne vois pas de raison pour que cela explose, merci.

M. Victor Richard :

Oui, merci, c'est plus une observation en tant qu'utilisateur de voiture électrique, si on applique le même tarif sur les bornes qui sont à l'intérieur des parkings payants, qu'aux bornes qui sont à l'extérieur, il y a une différence de tarif puisque le parking est gratuit sur les bornes du réseau classique, Ille-et-Vilaine, alors que dans les parkings il faudra payer l'entrée, plus le prix de la borne pour recharger les véhicules. C'était assez homogène d'avoir un parking payant et d'avoir une borne gratuite et d'avoir à l'extérieur des bornes payantes et un parking gratuit.

M. Guillaume Perrin :

Le service n'est pas le même, ce qu'on paye avec la borne, c'est la recharge électrique et chacun connaît aujourd'hui l'évolution des prix de l'énergie. Par ailleurs, effectivement, la ville assume une politique où elle a réglementé le stationnement dans certaines zones et où le stationnement sur l'espace public reste gratuit dans d'autres parties de la ville.

M. Victor Richard :

Vous avez des stationnements gratuits où vous avez des bornes, moi je connais des stationnements où il y a des bornes mais vous ne payez pas le stationnement.

M. Jean-Virgile Crance :

Je voulais juste faire une petite note d'humour, mais nos touristes on va peut-être les verbaliser un peu plus vite, mais on leur aura souhaité la bienvenue, parce que ce panneau digital à l'entrée de notre ville met « Bienvenue à Saint-Malo », ce que je trouve une très bonne chose. Et plus sérieusement, on peut féliciter nos services d'avoir mis tout en œuvre pour que le panneau soit en place pour la Route du Rhum, parce que les délais n'étaient pas simples si j'ai bien compris avec le département et ils ont bataillé, donc merci à tous ceux qui ont en tout cas travaillé pour mettre en place ce panneau qui semble-t-il a été très efficace.

M. Hubert Séné :

Beaucoup de choses ont été dites, mais je pense que je vais peut-être m'abstenir parce que je trouve que ce constat de voiture m'interpelle beaucoup. Je pense que même si les agents souffrent d'agressivité, je pense que rentrer dans un habitacle de voiture casse un lien de communication. Je rejoins sur certains points mon collègue, notamment sur les touristes qui reçoivent une notification postérieure à leur séjour mais aussi ce côté

humain je considère qu'avoir des agents dans une voiture casse un lien de communication.

M. Jean-Virgile Crance :

Je me permets de réagir mais par rapport aux touristes dont j'ai l'habitude d'être le défenseur, je trouve qu'il y a un moment où, touristes ou pas touristes, s'ils sont stationnés à un endroit où ils ne doivent pas stationner, ils ont une contravention. Je ne suis pas forcément en phase, en tout cas sur cet aspect. Je rappelle aussi, autre point, c'est que le digital est quelque chose qui vient de plus en plus, quand même, dans nos vies et qui répond aussi à des aspects de développement durable, parce que de continuer à mettre des papiers sur des pare-brises ce n'est pas forcément dans l'optique de ce qu'on veut essayer de faire. J'essaie de trouver quelques arguments supplémentaires pour Guillaume.

Mme Florence Abadie :

Ce que voulaient dire Hubert ou Florian, c'est qu'en fait, quand tu te prends un PV et que tu le sais, tu ne te regares pas au même endroit. Alors que là en l'occurrence, il peut s'en prendre plusieurs à la suite et les avoir tous à la maison au retour.

M. Florian Bigaud :

Mon pouvoir de vote ne s'oppose pas, parce que j'ai le pouvoir de Yann qui a dû partir pour raisons familiales.

M. Gilles Lurton :

D'accord, donc, le pouvoir de Monsieur Bigaud ne s'oppose pas.

- - - - -

- 31 - Aménagement de l'intersection de la Route Départementale n° 4 et du Chemin Rural n° 125 - Convention avec la commune de Saint-Jouan-des-Guérets et la SCI Ville Morin

M. Feige rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 32 - Aides aux manifestations sportives à l'initiative des clubs malouins / seconde répartition des crédits 2022

Mme Crance rapporte la délibération.

M. Gilles Lurton :

Je vais demander à Madame Farcot-Jaffrelot, Monsieur Kinié, Monsieur Bigaud, Monsieur Feige et Monsieur Leux de bien vouloir quitter la salle.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- 33 - Subventions collèges et lycées

Mme Renard rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- = - = - = -

- 34 - Aides aux projets-Affectation de crédits année scolaire 2022-2023

Mme Desquesses rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- = - = - = -

- 35 - Conservatoire de Musique et de Danse - Approbation du Projet d'Etablissement

Mme Dupuy rapporte la délibération.

Mme Isabelle Dupuy :

Je termine, parce que c'est l'occasion, en saluant le travail du directeur du conservatoire actuel, Laurent Ronzon, en lien évidemment avec son équipe pédagogique et les partenaires extérieurs. À l'aube d'un nouveau chapitre, puisque ça a été annoncé, notamment dans la presse, Laurent Ronzon quitte ses fonctions au 1^{er} janvier 2023. Après presque 7 années à la tête du conservatoire de musique et de danse Claude Debussy, il a participé à conforter le rôle du conservatoire municipal qui est avant tout une école, un vecteur d'émancipation et donc participant à l'éducation artistique et culturelle, qui est une de nos priorités. Nous lui souhaitons bon vent à la tête d'un autre conservatoire pour lequel il a été recruté afin de relever de nouveaux défis. Il annoncera le nom de ce conservatoire plus tard, ça ne m'appartient pas de le faire. Voilà, je vous remercie pour votre attention. Il s'agit donc d'approuver ce projet d'établissement de conservatoire.

M. Gilles Lurton :

Merci beaucoup, Madame Dupuy. Nous nous associons bien sûr à ces remerciements à Monsieur Ronzon qui a donc dirigé le conservatoire de musique pendant 7 ans et qui a contribué à lui donner toute sa renommée. Je ne pourrais pas être à la réception qu'il organise demain au conservatoire, mais je lui ai laissé un message que je te charge de lui remettre. Est-ce qu'il y a des questions sur cette délibération importante ? Madame Saget et Monsieur Richard.

Mme Rozenn Saget :

Merci, effectivement, juste une observation sur un autre regret de voir partir Monsieur Ronzon, une nouvelle richesse humaine qui s'en va. Enfin, je pense que vous allez ouvrir le poste à candidatures, du coup, ça va un petit peu retarder ce projet que vous nous avez décrit non ?

M. Gilles Lurton :

Absolument pas.

Mme Rozenn Saget :

Non ? Tant mieux, tant mieux. Et puis effectivement saluer aussi son travail par rapport à ce qu'il a pu initier tant au terme de la cohésion de l'équipe pédagogique, de la confiance qu'il avait su créer aussi au niveau des adultes qui étaient apprenants. Vous avez parlé des 4-7 ans, mais il y a aussi des adultes qui faisaient partie de ce conservatoire et donc voilà un grand merci à lui et un grand regret de voir partir une nouvelle richesse humaine que les Malouines et les Malouins vont perdre.

M. Gilles Lurton :

Nous nous joignons complètement à ces regrets, mais vous savez, dans la vie d'un fonctionnaire municipal, il y a des évolutions de carrière. Il a réussi un concours, il peut prétendre à un grade supérieur et il a fait le choix, je crois qu'il a été démarché même. Enfin, c'est lui que cela regarde, moi je ne veux pas m'étaler là-dessus, mais je comprends parfaitement qu'il y a des moments où les personnels de cette collectivité ont envie de changer, sont remplacés par d'autres personnels et nous espérons eh bien trouver aussi bien pour le remplacer, même si le défi est difficile à relever. Voilà, Madame Dupuy, vous avez quelque chose à rajouter ?

Mme Isabelle Dupuy :

Oui, je vous remercie de votre remarque madame Saget, c'est vrai qu'on pourrait se dire le directeur du conservatoire qui vient de concevoir ce nouveau projet s'en va et quid et cetera. Il y a des éléments de contexte historiquement, mais concrètement vous avez vu qu'il repose sur une large concertation, donc ce n'est pas un projet qui serait sorti du chapeau, ce qui fait que là justement j'ai envie de dire que Monsieur Ronzon quitte Saint-Malo en ayant mis depuis 7 ans à peu près le conservatoire sur de bons rails et qui plus est avec vraiment un beau projet d'établissement dans la continuité de ce qu'il a fait. Donc, concernant son départ, moi je suis optimiste de nature, Monsieur Ronzon va relever d'autres défis. Il se trouve qu'il en parlera lors de son départ, mais un petit élément de contexte dans son parcours, il n'est jamais resté aussi longtemps dans un conservatoire, c'est qu'il s'y sentait bien. Et effectivement, ses équipes ont bien travaillé avec lui.

M. Gilles Lurton :

Merci Monsieur Richard vous voulez la parole ?

M. Victor Richard :

Oui, juste pour rappeler qu'il n'y a pas d'exception culturelle dans les recherches d'économie et un coût par élève à près de 3 000 €. Je pense qu'il sera intéressant de sensibiliser le nouveau directeur sur une politique budgétaire, à un suivi budgétaire strict, parce que là, on commence à avoir des augmentations par élève qui sont assez conséquentes.

Mme Isabelle Dupuy :

Je vous remercie, Monsieur Richard, de votre attention portée au budget et on restera attentif, comme on l'a toujours été en effet.

M. Gilles Lurton :

Je n'ai pas répondu à votre question Madame Saget, c'est quand même une question, vous me demandez si on allait lancer le remplacement ? Oui, bien sûr, nous allons lancer le remplacement.

Mme Isabelle Dupuy :

Il est déjà lancé, il y a une fiche de poste qui est partie.

- - - - -

- 36 - Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec l'Association Arts et Cultures Traditionnels du Monde pour l'organisation du festival Folklores du Monde - Editions 2023 - 2024 - 2025

Mme Renard rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 37 - Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec l'Association Choeur du Festival de Musique Sacrée - Cathédrale de Saint-Malo - Editions 2023 - 2024 - 2025

Mme Krauss rapporte la délibération.

M. Gilles Lurton :

Monsieur Perrin quitte la salle

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 38 - Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec l'Association Quic-en-Groigne

M. Séné rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 39 - Soutien de la Ville au projet de résidence mission "Phare 48" sur le site de Lorette

Mme Dupuy rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- 40 - Billetterie Culturelle Centralisée - Convention avec l'Association Ars Viva

Mme Krauss rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

M. Gilles Lurton :

Je félicite l'association Ars viva, ainsi que le conservatoire de musique pour la qualité du concert qu'ils nous ont donné à l'Église Sainte-Croix y a une dizaine de jours.

- - - - -

- 41 - Avenant n° 5 à la délibération du chéquier jeunes

M. Kinié rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 42 - Convention relative à l'organisation d'un Forum de l'Emploi en 2023

M. Gilles Lurton :

Avant de donner la parole à Madame Danino-Soisson, je vais demander à Monsieur Lambert, Madame Pirot-Leprizé et moi-même de sortir et je laisse la présidence à Monsieur Crance.

Mme Danino-Soisson rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 43 - Adoption de la Convention Territoriale Globale (CTG) 2022-2026

Mme Pirot-Leprizé rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 44 - Approbation de la convention d'objectifs et de financement entre la Ville et la CAF pour la période 2022-2026

Mme Pirot-Leprizé rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- 45 - Création de la Direction de la Famille et des solidarités

M. Gilles Lurton :

Je veux vous rappeler que j'ai déjà eu l'occasion à plusieurs reprises ici dans cette instance, mais également au sein du conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale de vous faire part de notre choix de placer l'action sociale et la famille au cœur de notre projet, avec comme objectif d'offrir à chaque Malouin, quelle que soit sa situation, un égal accès à l'ensemble des politiques municipales.

La direction de la famille et des solidarités que nous vous proposons maintenant de mettre en place à partir de 1^{er} janvier 2023 et sur laquelle nous travaillons depuis plus d'un an et demi, crée les conditions du rapprochement de directions œuvrant jusqu'alors de façon décloisonnée. Leur réunion en un seul service doit nous permettre de faciliter la complémentarité de l'action municipale envers les familles et plus globalement, envers les publics vulnérables qu'accompagne le centre communal d'action sociale. C'est vraiment une réorganisation totale de nos services aux familles. Cette nouvelle organisation, elle conduit à une lecture moins institutionnelle de l'organigramme et traduit le rapprochement voulu par les services de la ville et du Centre Communal d'Action Sociale. Nous voulons vraiment que le Centre Communal d'Action Sociale se sente à part entière, intégré à la ville et aux services de la ville de Saint-Malo. Cette nouvelle organisation, elle doit aussi permettre demain de mieux coordonner les services que nous rendons aux usagers. Dans ce cadre, les directions des politiques de la famille et de la parentalité, de la petite enfance, de l'éducation et de l'enfance, de la jeunesse seront maintenant rattachées à l'organigramme de la ville et doivent permettre d'améliorer la réponse aux familles, de simplifier leurs démarches grâce à la création d'un accueil unique, structuré autour d'un guichet unique, d'un dossier administratif unique qui regroupera tous les services à la famille et d'une facturation unique. Ce dispositif sera maintenant opérationnel à partir du mois de février prochain. De même en intégrant la direction autonomie inclusion et la direction solidarité santé qui, elles, continueront de relever du Centre Communal d'Action Sociale. La direction de la famille et des solidarités va également demain créer les conditions d'une plus grande proximité entre les directions municipales et les publics vulnérables qu'accompagne le Centre Communal d'Action Sociale en améliorant la transversalité à travers un accès facilité aux politiques sportives, culturelles ou de loisirs, là aussi nous ressentons au bénéfice de ces personnes. Les délibérations qui suivent vont permettre de mettre en œuvre opérationnellement cette organisation à partir du 1^{er} janvier 2023. Et comme je vous l'ai dit, elles se compléteront au fur et à mesure des semaines qui suivent. C'est un changement essentiel dans l'organisation de notre vie municipale. Je donne la parole à Jean-Virgile Crance pour présenter ses délibérations.

M. Crance rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- 46 - Convention de mutualisation entre la Ville et le CCAS

M. Crance rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- = - = - = -

- 47 - Actualisation du tableau des emplois

M. Crance rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- = - = - = -

- 48 - Actualisation des groupes de fonction du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel

M. Crance rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

M. Gilles Lurton :

Je profite que M. Crance est encore présent dans la salle, puisqu'il doit sortir pour les 2 délibérations qui suivent, pour l'associer à moi, à l'ensemble des adjoints et à l'ensemble de la municipalité pour remercier Madame Béatrice Massiet parce qu'on n'est pas toujours conscients du travail que représentent toutes ces délibérations, mais pour la direction du personnel, c'est un travail énorme, et je veux vraiment à travers elle, la remercier, remercier toute son équipe. Je la remercie d'autant plus, que je sais le temps qu'elle y consacre, la passion qu'elle consacre à son travail et que Madame Massiet nous a fait part de son souhait de prendre d'autres fonctions qu'elle ira occuper à partir de la fin du mois de janvier. C'est pour moi l'occasion et pour l'ensemble des adjoints, son adjoint chargé du personnel évidemment, de la remercier chaleureusement pour tout le travail accompli et lui dire que nous tenons à l'équipe qu'elle dirige et que nous les encourageons très fort parce que nous savons que les défis, notamment le régime indemnitaire, sont encore devant nous à mettre en place. Je connais toute une série de mesures. J'étais ce midi dans les résidences autonomie et je pense au Ségur de la santé, aux primes Ségur que doivent percevoir les agents. Tout cela, c'est un travail énorme pour les agents de la direction du personnel qui vraiment sont d'un très grand dévouement. Madame Massiet, merci beaucoup.

Je vais maintenant demander à Monsieur Crance, Madame Laude et Madame Crance de bien vouloir quitter la salle pour les 2 délibérations suivantes.

- 49 - Avenant à la convention d'adhésion du centre de gestion

Mme Chouikha rapporte la délibération.

M. Gilles Lurton :

Je précise que Madame Roche a le pouvoir de Madame Laude, qu'elle ne vote pas pour le pouvoir de Madame Laude sur ces 2 délibérations.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 50 - Avenant au contrat d'assurance statutaire du centre de gestion

Mme Chouikha rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 51 - Avenant à la convention fixant la participation financière aux repas pris par les agents au restaurant de l'ENSM

M. Crance rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 52 - Avenant à la convention de service commun relative à la Direction mutualisée des ressources numériques

M. Crance rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 53 - Plan de formation 2023

M. Crance rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- 54 - Exploitation de la fourrière automobile - Approbation du principe de la concession de service public

Mme Farcot-Jaffrelot rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

**- 55 - Destruction des véhicules abandonnés en fourrière automobile et des épaves
- Approbation du principe de la concession de service public**

Mme Béchu rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 56 - Révision des tarifs du crématorium pour l'année 2023

M. Lambert rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 57 - Avis du conseil municipal sur la dérogation à la règle du repos dominical

Mme Abadie rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

La séance est levée à 23h30.

PROCES-VERBAL

du Conseil Municipal de la Ville de Saint-Malo

Séance Publique du 15 décembre 2022 tenue à l'Hôtel de Ville à 18h30, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 43

Nombre de Conseillers effectivement présents : 32

Nombre de pouvoirs : 10

Quorum : 16

Date de transmission de la convocation, de l'ordre du jour et des exposés des rapports aux Conseillers Municipaux : 9 décembre 2022

Date d'affichage de la convocation : 9 décembre 2022

Date de publication de la séance : 16 décembre 2022

Le Président de séance, M. Gilles LURTON, rappelle que le Procès-verbal de la Séance du 15 décembre 2022, ainsi que l'annexe récapitulative des observations éventuelles, complétée le cas échéant par les observations orales formulées ce jour en séance ont été adressés à tous les Membres du Conseil Municipal.

M. Gilles LURTON soumet alors le procès-verbal à l'approbation de l'Assemblée qui l'approuve à l'unanimité.

Le Président de séance

Gille LURTON



Le(s) Secrétaire(s)

Anna KHELIF-JOURNE

